

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/UKR/5**

10 octobre 1995

(95-2972)

Original: anglais

## ACCESSION DE L'UKRAINE

### Questions et réponses

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fourni les réponses reproduites ci-après aux questions posées par l'Union européenne. La lettre "n" figurant après le numéro d'une question indique que celle-ci a été posée après la réunion tenue par le Groupe de travail les 27 et 28 février 1995.

## TABLE DES MATIERES

	<u>Questions</u>
ECONOMIE	32n et 260
Système des prix	46n et 265-266
Politique industrielle	12n et 25n-26n et 31n et 45n
Politique de la concurrence	47n
Privatisation	34n
Commerce de troc	13n
Réglementation des importations	23n
Droits d'importation	17n et 35n
Régime d'imposition des importations	14n-15n et 37n-39n et 274
Redevances douanières	16n
Commerce de transit	18n
Règles d'origine	282
Certification	19n
Mesures non tarifaires, contingents et licences	32n et 40n et 287
Régime d'exportation	20n-22n et 315-316
Lutte contre le dumping	24n et 36n et 273
Commerce d'Etat	298 et 313
Marchés publics	309-310
ACCORDS COMMERCIAUX	44n
MIC	41n et 261 et 268
SERVICES	1n-3n
ADPIC	4n-8n et 27n-30n et 42n-43n et 318
Aéronefs civils	9n-11n
Informations sur le commerce extérieur	33n

Questions additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Ukraine (L/7499)

L'Union européenne (UE), eu égard en particulier à l'intention déclarée par l'Ukraine de solliciter son accession à l'OMC, renouvelle sa demande tendant à obtenir un aide-mémoire sur les régimes applicables en Ukraine en matière de propriété intellectuelle et de services. L'UE ne considère pas que les réponses données dans le document WT/L/20 fournissent des informations suffisantes sur ces questions. L'UE voudrait, entre autres, des éclaircissements sur les points suivants:

SERVICES

Question 1n

**Prière de fournir des informations sur le cadre général régissant le commerce des services, ainsi que des informations sur les différentes branches d'activité (par exemple services financiers, télécommunications, transports, distribution, construction et services environnementaux).**

Réponse 1n

Les données provenant des rapports statistiques de l'Etat sur le commerce extérieur sont dépouillées par le Ministère ukrainien des statistiques.

Selon les rapports communiqués par les entreprises, agences et organisations ukrainiennes, le volume total des marchandises exportées, y compris les matières premières destinées à la production pour l'exportation et les produits dérivés, a représenté en 1994 une valeur de 19 304 millions de dollars EU (sur une base f.a.b.), tandis que la valeur des importations s'est montée la même année à 10 746,2 millions de dollars EU (sur une base c.a.f.).

En 1994, la valeur totale des services exportés a atteint 1 334,3 millions de dollars EU, et celle des importations de services 309,4 millions de dollars EU. Ces chiffres comprennent les exportations de services de construction (15,2 millions de dollars EU), les importations correspondantes représentant 33,6 millions de dollars EU.

L'accroissement du volume des investissements étrangers directs en Ukraine en 1994 a représenté au total 147,5 millions de dollars EU. Pendant la même année, les investissements directs ukrainiens à l'étranger ont augmenté de 5,4 millions de dollars EU.

Le Ministère des statistiques peut fournir les informations susmentionnées sur une base trimestrielle. Les données concernant le premier trimestre de 1995 seront compilées en mai 1995.

Les données concernant les achats effectués en 1994 aux échelons national, régional et local et financés au titre du budget de l'Etat, ainsi que les renseignements concernant les crédits budgétaires alloués à ces achats en 1995, doivent être demandés au Ministère de l'économie et au Ministère des finances de l'Ukraine.

Le pourcentage des services de communication par rapport au produit intérieur brut (PIB) a été de 0,78 pour cent en 1993 et de 1,43 pour cent en 1994; aucune donnée n'est encore disponible pour le premier trimestre de 1995.

Le pourcentage des personnes employées dans le secteur des communications par rapport au nombre total de salariés a été de 0,61 pour cent en 1993 et de 0,65 pour cent en 1994.

Recettes des services de télécommunication

Recettes en milliards de karbovanets	1994			Premier trimestre de 1995		
Appels longue distance	3 467			322,7		
Appels internationaux	2 236			160,2		
Balance des paiements (millions de \$)	1994			1995		
	Paiements	Recettes	+ /-	Paiements	Recettes	+ /-
Services de communication	111,48	145,03	+ 33,55	173,82	174,83	+ 1,01

Volumes et types d'investissements étrangers dans le secteur des télécommunications:

- Pendant la période 1993-1995, près de 100 millions de dollars EU ont été investis dans le développement du secteur des télécommunications (pour la construction de stations de communications internationales et de relais numériques pour appels interurbains dans 14 oblasts (régions) d'Ukraine et dans la mise en place de services de communications cellulaires dans 11 oblasts).
- Un prêt de 53,125 millions de dollars EU a été reçu de la Banque européenne pour la construction et le développement (projet ITUR).

Selon les directives énoncées dans le Programme général de mise en place d'un système national commun de communications, le secteur privé devrait jouer un rôle accru dans le secteur des communications; des licences doivent être accordées pour de nouveaux types de services de communication; les investissements étrangers seront encouragés, et le secteur étatique sera réduit en conséquence.

1. La Société ukrainienne de l'automobile fournit les services suivants:

- entretien et réparation des automobiles fabriquées dans la CEI ainsi que des automobiles Toyota, Mercedes Benz et Nissan;
- protection de la sécurité des véhicules dans les parcs de stationnement;
- services d'expertise: dépréciation, état technique et dégâts dus à des collisions;
- fourniture d'une assistance pour le convoyage des véhicules ayant besoin de réparation jusqu'aux stations-service.

2. La valeur des services fournis en 1994 a été de près de 78 297 millions de karbovanets, contre -5 944,7 millions de karbovanets en 1993 (TVA non incluse).

Adjonction au point 1. f) services aux passagers dans les aéroports, services de manutention du fret, courrier et services de manutention des bagages; g) intéressant l'aviation dans d'autres branches d'activité économique.

Adjonction au point 2. Les recettes produites par les opérations principales se sont montées à 4 618 milliards de karbovanets en 1994. En 1993, les recettes avaient été de -455 milliards de karbovanets. S'il est fait abstraction de l'indexation des prix et des droits de douane, les recettes ont décuplé entre 1993 et 1994.

Adjonction au point 3. Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944); Code ukrainien de l'aviation, Règles et normes concernant l'aviation.

Adjonction au point 4. Cela n'est pas prévu dans un proche avenir.

A notre avis, il serait important que le Groupe de travail de l'OMC comprenne un représentant du Département d'Etat chargé des transports aériens de l'Ukraine.

Les entreprises qui font partie de la Société fournissent des services qui sont essentiellement destinés à satisfaire les besoins des consommateurs.

Ce ministère fonctionnel a plus de 100 magasins qui vendent des matériaux de construction, et nombre d'entre eux s'occupent de la livraison des matériaux achetés ainsi que de leur montage et de leur installation.

Afin de satisfaire les besoins des consommateurs, la proportion des biens de grande consommation qu'ils produisent a été accrue; tel a été le cas en particulier des tuiles de couverture, des matériaux d'isolation thermique et sonore, du linoléum, du papier peint imprimé en relief, du verre destiné à différentes marques d'automobiles, y compris d'automobiles importées, de robinetterie et d'articles de plomberie.

Des limites ont été imposées en ce qui concerne les émissions et rejets de substances polluantes et l'élimination des déchets, conformément au Décret n° 18 adopté par le Cabinet des ministres de l'Ukraine le 13 janvier 1992 et intitulé "Procédures d'approbation applicables à la détermination et au prélèvement des paiements dus en cas de pollution de l'environnement, et dispositions concernant le Fonds extrabudgétaire de la République pour la protection de l'environnement" ainsi qu'à l'instruction temporaire sur les "Procédures d'élaboration, d'établissement et de révision des limites concernant l'émission et le rejet de substances polluantes et l'élimination des déchets et rapports y relatifs".

Il est procédé à une évaluation de l'impact sur l'environnement conformément à la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de l'impact environnemental" qui régleme l'évaluation par l'Etat de l'impact sur l'environnement de tous les projets, sans égard à la question de savoir si ces derniers sont élaborés et exécutés par des sociétés nationales ou étrangères.

## **Question 2n**

**Agences de transports maritimes: prière de fournir des informations sur la procédure à suivre et les droits à payer pour obtenir une licence de création d'une agence de transports maritimes en Ukraine. Toutes les agences de transports maritimes - étrangères et nationales (y compris des agences comme Inflot) - doivent-elles acquitter le même droit? La durée de validité d'une licence est-elle la même pour les sociétés privées ukrainiennes et pour les sociétés à participation étrangère? Nous souhaiterions recevoir des éclaircissements détaillés.**

## **Réponse 2n**

L'ordonnance relative à la délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat, quelle que soit la structure de leur propriété, de permis spéciaux (licences) de transports maritimes

doit être appliquée conformément aux instructions (voir annexes) approuvées par le Ministère des transports sur l'avis du Comité antimonopole et du Comité des entreprises d'Etat et enregistrées au Ministère de la justice.

## ORDONNANCE

Sur l'approbation des instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale; conditions et règles applicables aux transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale, et à l'examen de l'application des conditions et règles.

Considérant la nécessité d'améliorer la sécurité des transports maritimes, d'interdire aux entreprises non qualifiées et malhonnêtes l'accès aux marchés des services de transport et d'assurer des services de transport d'une qualité et d'un niveau adéquats et conformément à la Loi ukrainienne "sur l'activité des entreprises", au Décret n° 316 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 17 mai 1994 "sur les dispositions concernant la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de permis spéciaux (licences) pour différents types d'activité", j'ai décidé par la présente ordonnance:

1. D'approuver:

1.1 Les instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale (voir l'annexe).

1.2 Les conditions et règles applicables aux transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale, et à l'examen de l'application des conditions et règles (voir l'annexe).

2. De créer une Commission chargée de la délivrance des permis spéciaux (licences) composée comme suit:

Kruk, Y.V., Vice-Ministre, Directeur du Département des transports maritimes et fluviaux;  
Chef de la Commission

Nezavitin, S.Y., Directeur adjoint du Département des transports maritimes et fluviaux, Chef adjoint de la Commission

Medvedev, S.D., Chef de la Section de l'inspection maritime et fluviale

Tumanyan, P.H., Spécialiste, Catégorie I, Section de l'inspection maritime et fluviale

Kuprij, V.D., Chef de la Section du personnel

Peshеров, L.C., Economiste, Catégorie I.

3. Département des transports maritimes et fluviaux (Kostuchenko, V.M.)

3.1 De porter à la connaissance des ministères et départements, des administrations régionales et des administrations municipales de Kiev et de Sébastopol les instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de licences concernant les transports

nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale et les conditions et règles applicables aux transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale, et à l'examen de l'application des conditions et règles.

3.2 De faire publier dans les médias les instructions et les conditions et règles susmentionnées.

3.3 De mettre en place un système d'examen de l'application des conditions et règles et des dispositions des instructions.

3.4 De déposer au Ministère de la justice de l'Ukraine, conformément aux procédures établies, les instructions, conditions et règles susmentionnées, en coopération avec le Département des licences de l'Administration des transports de marchandises et des licences (Mykolenko, D.G.).

3.5 De faire imprimer et distribuer les formulaires de licences dans un délai d'un mois.

4. M. Y.B. Kruk, Vice-Ministre, Directeur du Département des transports maritimes et fluviaux, sera chargé de suivre l'application de la présente ordonnance.

Premier Vice-Ministre

O.M. Artemenko

## INSTRUCTIONS

### Sur l'approbation des instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale

#### I. Dispositions générales

1.1 Les présentes instructions ont été élaborées conformément à la Loi ukrainienne "sur l'activité internationale" (telle qu'elle a été modifiée le 15 octobre 1992) et au Décret n° 316 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 17 mai 1994 "sur les dispositions concernant la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de permis spéciaux (licences) pour différents types d'activité".

1.2 Les présentes instructions déterminent la procédure applicable à la délivrance, à la prolongation et à l'annulation des licences concernant les transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale.

1.3 Les questions liées aux licences concernant ce type d'activité relèvent de la compétence du Département des transports maritimes et fluviaux du Ministère des transports de l'Ukraine.

#### II. Présentation des demandes de licences

2.1 Les demandes de licences (annexe n° 1) des personnes physiques ou morales exerçant une activité commerciale doivent être présentées au Département des transports maritimes et fluviaux du Ministère des transports de l'Ukraine.

2.2 La demande de licence doit comprendre:

- dans le cas des personnes morales, copie de l'acte constitutif;
- dans le cas des personnes physiques, copie des documents attestant du niveau d'instruction et des qualifications requis pour exercer l'activité dont il s'agit.

2.3 Conformément à la législation en vigueur, la délivrance des licences est soumise aux droits ci-après:

- dans le cas des personnes physiques, deux fois le salaire minimum;
- dans le cas des personnes morales, six fois le salaire minimum.

Les droits susmentionnés doivent être versés au compte du Ministère des transports de l'Ukraine après adoption de la décision concernant la délivrance de la licence.

### III. Instruction des demandes de licence émanant d'organisations commerciales et d'entreprises d'Etat

3.1 La demande de licences présentée au Ministère des transports de l'Ukraine est instruite et examinée par celui-ci pour déterminer si le demandeur répond aux critères stipulés dans les conditions et règles applicables aux transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale, et à l'examen de l'application des conditions et règles approuvées par l'Ordonnance n° 424 du Ministère des transports de l'Ukraine en date du 5 août 1994, évaluer les qualifications du demandeur s'il ne s'agit pas d'une personne morale et préparer immédiatement la décision à prendre touchant la délivrance ou le refus de la licence.

3.2 La décision concernant la délivrance ou le refus de la licence doit intervenir au plus tard 30 jours à compter de la date de présentation de la demande et des documents requis.

La licence est signée du Vice-Ministre des transports de l'Ukraine et du Directeur du Département des transports maritimes et fluviaux et certifiée par l'apposition du sceau du Ministère des transports de l'Ukraine.

Toute décision de refus d'une licence doit être motivée.

3.3 Le fait que le demandeur est en possession d'un contrat ou d'un accord signé avant que n'intervienne la décision concernant la demande n'est pas un motif suffisant de délivrance de la licence.

3.4 Toutes les décisions de la Commission sont consignées dans le procès-verbal de la séance.

### IV. Licences

4.1 La licence (voir annexe n° 2) comporte le nom de l'organisation qui l'a délivrée, le nom de famille, le prénom et nom patronymique, ainsi que le lieu de résidence de la personne physique, ou bien la raison sociale et l'adresse de la personne morale à laquelle la licence est délivrée, le type d'activité visée par la licence, le lieu d'activité, les conditions et règles spéciales applicables au type d'activité dont il s'agit, le numéro d'enregistrement de la licence, ainsi que la date de délivrance et la date d'expiration de celle-ci.

La licence est délivrée pour une durée de trois ans. Au cas où l'organisation commerciale ou l'entreprise d'Etat qui en est titulaire est restructurée, l'annulation de la licence ou la délivrance d'une nouvelle licence est soumise aux procédures stipulées dans les présentes instructions.

4.2 La licence est enregistrée dans le Registre des licences délivrées aux organisations commerciales et entreprises d'Etat (annexe n° 3) tenu par le Département des transports maritimes et fluviaux.

Après enregistrement, la licence est délivrée à l'organisation commerciale ou entreprise d'Etat qui l'a demandée. La copie destinée au Ministère (annexe n° 4), portant la signature de l'intéressé, est conservée à des fins de vérification au Département des transports maritimes et fluviaux du Ministère des transports de l'Ukraine.

4.3 La licence devient caduque si l'organisation commerciale ou entreprise d'Etat à laquelle elle a été délivrée cesse de se livrer à l'activité visée.

4.4 Les formulaires de licence sont imprimés avec un numéro d'ordre et de série et font l'objet d'un contrôle rigoureux.

#### V. Suspension (annulation) d'une licence

5.1 Si l'organisation commerciale ou entreprise d'Etat à laquelle une licence a été délivrée viole les conditions et règles applicables au type d'activité commerciale dont il s'agit stipulées dans la licence ou si le Comité antimonopole de l'Ukraine lui en fait la demande, le Ministère des transports de l'Ukraine peut imposer à ladite organisation ou entreprise les mesures à prendre pour mettre fin aux violations et peut suspendre la validité de la licence pour une période de durée déterminée ou aussi longtemps qu'il n'aura pas été mis fin aux violations.

5.2 En cas de violations répétées ou flagrantes par l'organisation commerciale ou entreprise d'Etat titulaire d'une licence des conditions et règles applicables à ses activités, la licence peut être annulée par décision du Ministère des transports de l'Ukraine avant sa date d'expiration, sans remboursement du droit perçu.

#### VI. Droit des organisations commerciales ou entreprises d'Etat de faire appel de la décision du Ministère des transports de l'Ukraine

6.1 L'organisation commerciale ou entreprise d'Etat intéressée peut faire appel devant un tribunal judiciaire ou arbitral des décisions de refus de délivrance d'une licence ou de prorogation de sa validité ou de suspension ou d'annulation d'une licence.

#### VII. Enregistrement des organisations commerciales et entreprises d'Etat

7.1 Les organisations commerciales et entreprises d'Etat auxquelles il a été délivré une licence sont enregistrées dans le Registre des licences tenu par le Département des transports maritimes et fluviaux du Ministère des transports de l'Ukraine.

7.2 Les actes administratifs en rapport avec la licence sont tenus dans des dossiers numérotés distincts pour chaque organisation commerciale et entreprise d'Etat par le Département des transports maritimes et fluviaux du Ministère des transports de l'Ukraine. Chaque dossier porte un numéro en deux parties, à savoir le numéro d'immatriculation et le numéro de la licence délivrée.

7.3 Le dossier numéroté comprend les documents sur la base desquels la licence a été délivrée, les informations concernant les violations éventuellement signalées et une liste des navires de transports.



7.4 Les documents figurant dans le dossier numéroté sont versés aux archives si l'organisation commerciale ou l'entreprise d'Etat cesse ses activités, si la durée de validité d'une licence a expiré et n'a pas été prolongée ou si une licence a été annulée, auquel cas l'archivage intervient après l'expiration du délai imparti pour faire appel de la décision devant un tribunal.

ANNEXE 1

Aux instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations  
commerciales et entreprises d'Etat de licences concernant les  
transports nationaux et internationaux de marchandises  
et de passagers par voie maritime et fluviale

A: Vice-Ministre des transports de l'Ukraine

Directeur du Département des transports  
maritimes et fluviaux

De: \_\_\_\_\_  
(nom de famille, prénom et nom patronymique)

**FORMULAIRE DE DEMANDE**

Je sollicite la délivrance d'une licence pour \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ (type d'activité commerciale, lieu d'activité)

pour la période \_\_\_\_\_

Demandeur \_\_\_\_\_  
(nom de famille, prénom et nom patronymique s'il s'agit d'une personne physique

\_\_\_\_\_ ou raison sociale s'il s'agit d'une personne morale)

Adresse de la personne physique ou morale \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopie: \_\_\_\_\_ Télex: \_\_\_\_\_

Les documents requis pour l'obtention d'une licence sont joints:

1. \_\_\_\_\_
2. \_\_\_\_\_
3. \_\_\_\_\_
4. \_\_\_\_\_
5. \_\_\_\_\_

" " \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(signature du demandeur)

N° d'enregistrement \_\_\_\_\_

ANNEXE 2

Aux instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales  
et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux  
et internationaux de marchandises et de passagers par  
voie maritime et fluviale

**LICENCE**

série \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_  
objet \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Délivrée à \_\_\_\_\_  
(raison sociale de la personne morale ou nom de famille, prénom et  
\_\_\_\_\_ nom patronymique de la personne physique à laquelle  
\_\_\_\_\_ la licence est délivrée)

Adresse postale \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopie: \_\_\_\_\_ Télex: \_\_\_\_\_

La présente licence vaut autorisation de \_\_\_\_\_  
(type d'activité)

Conditions et règles spéciales applicables à ce type d'activité \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Lieu d'activité \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

N° d'enregistrement \_\_\_\_\_

Durée de validité du \_\_\_\_\_ 199\_\_ au \_\_\_\_\_ 199\_\_

Prorogation de validité du \_\_\_\_\_ 199\_\_ au \_\_\_\_\_ 199\_\_

Date de délivrance \_\_\_\_\_ 199\_\_

Vice-Ministre des transports  
de l'Ukraine

Signature \_\_\_\_\_

ANNEXE 3

Aux instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales  
et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux  
et internationaux de marchandises et de passagers par voie  
maritime et fluviale

**REGISTRE DES LICENCES**

Registre des licences délivrées aux organisations commerciales  
et entreprises d'Etat

Numéro d'enregistrement	Série et n° de la licence	Nom de famille, prénom et nom patronymique de la personne physique ou raison sociale de la personne morale	Adresse et numéro de téléphone de l'organisation commerciale ou entreprise d'Etat	Type d'activité pour laquelle la licence a été délivrée et lieu d'activité	Période de validité de la licence	Notes concernant la prorogation de validité, la suspension ou l'annulation de la licence
----------------------------	---------------------------------	--	---	---	---	--

ANNEXE 4

Aux instructions relatives à la procédure de délivrance aux organisations commerciales  
et entreprises d'Etat de licences concernant les transports nationaux  
et internationaux de marchandises et de passagers par voie  
maritime et fluviale

**COPIE DE LA LICENCE DESTINEE AU MINISTERE**

(identique à l'annexe 2 - Licence)

Conditions et règles applicables aux transports nationaux et internationaux  
de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale

1. Dispositions générales

1.1 Les conditions et règles applicables aux activités des organisations commerciales et entreprises d'Etat, élaborées conformément à la Loi de l'Ukraine "sur les activités des entreprises" et au Décret n° 316 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, en date du 17 mai 1994, "sur les dispositions concernant la procédure de délivrance aux organisations commerciales et entreprises d'Etat de permis spéciaux (licences) pour différents types d'activités".

1.2 Pour se livrer à des activités de transports nationaux et internationaux de passagers et de marchandises par voie maritime et fluviale, les organisations commerciales et entreprises d'Etat doivent obtenir une licence.

2. Conditions applicables aux transports internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale

2.1 Dès réception d'une demande de délivrance d'une licence en vue d'activité de transport maritime, le Ministère des transports de l'Ukraine s'assure que les conditions requises ci-après sont remplies:

2.1.1 L'organisation commerciale ou entreprise d'Etat doit être une personne morale ou physique qui gère le navire en son propre nom, sans égard à la question de savoir si elle est propriétaire du navire ou le gère sur la base d'un accord juridique.

2.1.2 L'organisation commerciale ou entreprise d'Etat doit disposer à terre de moyens de communication (téléphone, télex, télécopie, radio) efficaces et suffisants et auxquels il soit possible d'avoir accès de manière à garantir la possibilité de communiquer 24 heures sur 24 en cas d'urgence.

3. Règles applicables aux transports nationaux et internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale

3.1 Lorsqu'elles se livrent aux activités visées dans la licence, les organisations commerciales et entreprises d'Etat doivent:

3.1.1 se livrer à leurs activités conformément aux conditions et règles spéciales stipulées dans la licence;

3.1.2 se conformer aux dispositions de la législation en vigueur concernant les qualifications des spécialistes, l'état des navires et du matériel de transport, les normes et règles techniques, les règles relatives à la sécurité de la navigation et les règlements sanitaires et environnementaux;

3.1.3 se conformer aux dispositions des conditions internationales applicables aux transports internationaux ainsi qu'à la législation en vigueur concernant les transports de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale, aux règles et autres dispositions régissant les activités visées dans la licence et aux règlements du Ministère des transports de l'Ukraine en rapport avec l'activité dont il s'agit.

3.2 La licence ne peut pas être transférée par son titulaire à une autre personne morale ou physique.

4. Conditions spéciales applicables à l'activité visée dans la licence

4.1 Les organisations commerciales et entreprises d'Etat qui se livrent à des activités de transports internationaux de marchandises et de passagers par voie maritime et fluviale doivent veiller à ce que les documents ci-après se trouvent à bord des navires:

- i) Un registre permettant de vérifier le respect des règles de la navigation, lequel devra notamment indiquer clairement la répartition des responsabilités pendant le service de quart sur le pont et dans la salle des machines.
- ii) Le texte des procédures à suivre pour vérifier l'état de navigabilité et l'état de la coque, pour s'assurer que le navire n'est pas surchargé et pour que les points de tension dans ses structures ne sont pas soumis à une charge excessive.
- iii) Le texte des procédures applicables à la vérification du respect des règles d'exploitation des navires au moyen de rapports et d'informations.
- iv) Les plans d'urgence du service des gardes-côtes, avec indication des mesures à prendre dans les situations qui risquent de poser un danger pour la vie et la santé des personnes se trouvant à bord ou pour la sécurité du navire, ou qui risquent d'entraîner une grave pollution des eaux.
- v) Les règlements administratifs applicables aux navires, avec une indication des exercices d'entraînement et des plans d'urgence à appliquer en pareille situation.

4.2 Les organisations commerciales et entreprises d'Etat ne peuvent se livrer à des activités de transports internationaux par voie maritime et fluviale que si elles sont munies des documents appropriés requis en vue d'un voyage à l'étranger.

### **Question 3n**

**Nous croyons savoir qu'il a été introduit le 26 janvier 1995 un nouveau règlement applicable aux agences de transports maritimes qui prévoit l'application aux agences étrangères de procédures et de droits fort différents de ceux qui s'appliquent aux agences nationales. L'Ukraine a-t-elle l'intention d'éliminer cette discrimination? Et quand?**

### **Réponse 3n**

Ce règlement concernant les agences de transports maritimes (Décret n° 27 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 26 janvier 1994 "sur le droit acquitté pour la délivrance de licences

pour les activités de transports maritimes") a été annulé par le Décret n° 351 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, adopté le 19 mai 1995 "sur le droit acquitté pour la délivrance de permis spéciaux (licences) pour les activités de transports maritimes", qui garantit l'égalité de traitement en ce qui concerne les droits à percevoir à tous les participants, quel que soit leur pays d'origine.

Aux termes de ce décret, le droit que doivent acquitter les personnes physiques et morales pour obtenir du Ministère des transports de l'Ukraine les permis spéciaux (licences) nécessaires pour se livrer à des activités de transports maritimes se monte à 35 000 écus, sur la base du taux pratiqué par la Banque nationale de l'Ukraine à la date de la délivrance de la licence. Ces licences sont valables trois ans.

#### Propriété intellectuelle

#### **Question 4n**

**Quelles sont les procédures et les mesures correctives civiles et administratives destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle? Les étrangers jouissent-ils du même traitement que les ressortissants ukrainiens à cet égard? Prière de préciser si et comment ces procédures et mesures correctives sont conformes aux articles 42 et 49 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).**

#### Réponse 4n

##### Principes directeurs

La politique du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine vise à mettre en place et à améliorer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel nécessaire à la protection juridique du droit d'auteur et des droits connexes ainsi que des droits de propriété intellectuelle, conformément aux accords internationaux en vigueur et aux lois types élaborées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

L'Ukraine a un énorme potentiel scientifique, technique et créateur. On peut en citer comme preuve qu'elle représentait en effet de 23 à 24 pour cent du nombre total de demandes de brevets d'invention déposés dans l'ex-URSS.

L'évolution de la situation en ce qui concerne la protection des droits de la propriété intellectuelle a été influencée principalement par la transformation du statut juridique international de l'Ukraine, laquelle, après avoir été la République socialiste soviétique d'Ukraine, République membre de l'ancienne URSS, est devenue l'Etat ukrainien indépendant et participant direct aux relations juridiques internationales.

La mise en place et le développement d'un système de protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine constituent un aspect essentiel du processus d'édification des institutions de l'Etat qui se déroule actuellement en Ukraine.

##### Organes exécutifs de l'Etat chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle

Les organes exécutifs de l'Etat qui sont chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle sont le Comité d'Etat pour les brevets, créé par le Décret n° 29 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 27 janvier 1992, et le Comité d'Etat pour le droit d'auteur et les droits connexes,

dont le fonctionnement est régi par la Résolution n° 154 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 25 mars 1992.

Principales lois relatives à la protection des droits  
de propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine est fondée sur les textes législatifs ci-après:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 20 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3788-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3771-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 "sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales", mise en vigueur le 1er novembre 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3793-XII du 23 décembre 1993 "sur la protection des droits d'auteurs et des droits connexes", mise en vigueur par la Résolution n° 3794-XII du Parlement en date du 23 décembre 1994.

Arrêté intérimaire relatif à la protection de la propriété industrielle et des propositions de rationalisation en Ukraine (points 54, 59, 60, 61, 62, 68 et 70), confirmé par le Décret n° 479/92 du Président de l'Ukraine en date du 18 septembre 1992.

L'on trouve des dispositions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle dans les principaux instruments législatifs de l'Ukraine:

Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;

Code de procédure civile de l'Ukraine;

Code administratif de l'Ukraine;

Code du travail de l'Ukraine;

Code douanier de l'Ukraine;

Loi de l'Ukraine "sur les biens";

Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine "sur l'activité économique extérieure";

Loi de l'Ukraine "sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques";

Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales";

Loi ukrainienne "sur les entreprises de l'Ukraine".



Politique internationale de l'Ukraine en matière de  
protection des droits de propriété intellectuelle

L'Ukraine aspire à devenir membre à part entière de la communauté mondiale dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. Membre de l'OMPI depuis 1970, l'Ukraine a maintenu son adhésion à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à l'Union de Madrid pour l'enregistrement international des marques.

Pendant la période 1995-1996, l'Ukraine a l'intention d'adhérer:

A la Convention de Berne de 1886 sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques, conformément à la Loi de l'Ukraine "sur l'adhésion de l'Ukraine à la Convention de Berne sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques" (Acte de Paris de 1971), adoptée par le Parlement le 31 mai 1995;

A la Convention internationale de 1978 pour la protection des obtentions végétales;

Au Traité de Budapest de 1980 sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

ainsi que de ratifier:

La Convention eurasienne sur les brevets, signée le 9 septembre 1994 par les Chefs d'Etat des pays de la CEI.

L'Ukraine envisage actuellement la possibilité d'adhérer à tous les accords internationaux administrés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Les lois de l'Ukraine relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle comprennent des articles prévoyant qu'en cas de différence entre les dispositions d'un traité international auquel l'Ukraine est partie et celles de la législation ukrainienne, les premières prévaudront.

Droits des étrangers et des autres personnes

Conformément à la législation ukrainienne relative à la protection des droits de propriété intellectuelle, les étrangers et les apatrides jouissent des mêmes droits que les citoyens ukrainiens, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie, sur la base de la réciprocité.

La politique du gouvernement en matière de protection de la propriété intellectuelle en Ukraine vise à améliorer les bases législatives et institutionnelles nécessaires à la protection juridique du droit d'auteur et des droits connexes sur les biens économiques, conformément aux accords internationaux en vigueur dans ce domaine.

Le Comité d'Etat pour les brevets, fondé le 27 janvier 1992, ainsi que le Comité d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes, opérationnel depuis le 25 mars 1992, sont les organes exécutifs de l'Etat chargés de protéger les droits de propriété intellectuelle.

Les instruments législatifs ci-après définissent les bases de la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3688-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 "sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales", mise en vigueur le 1er juillet 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 75/95-VR du 28 février 1995 "portant modifications et élargissement de certains instruments législatifs de l'Ukraine relatifs à la protection du droit d'auteur", entrée en vigueur le 11 avril 1995, date de sa publication.

Plusieurs des importants instruments législatifs de l'Ukraine contiennent également des dispositions relatives à la sauvegarde et à la protection des droits de propriété intellectuelle:

- Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;
- Code de procédure civile de l'Ukraine;
- Code pénal de l'Ukraine;
- Code administratif de l'Ukraine;
- Code du travail de l'Ukraine;
- Code douanier de l'Ukraine;
- Loi de l'Ukraine "sur les biens";
- Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine "sur l'activité économique extérieure";
- Loi de l'Ukraine "sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques";
- Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales";
- Loi de l'Ukraine "sur les investissements étrangers";
- Décret du Cabinet des ministres de l'Ukraine "sur le régime applicable aux investissements étrangers", et d'autres instruments.

A ce jour, il n'existe pas en Ukraine de juridiction spéciale pour les brevets.

Conformément aux lois de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité" (article 30), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 27) et "sur la protection des droits de marques de fabrique et de service" (article 21), les différends liés à l'application desdites lois sont réglés par la juridiction, le tribunal arbitral ou toute autre juridiction de l'ordre établi par la législature de l'Ukraine.

L'Ukraine s'emploie activement à assurer une protection appropriée de la propriété intellectuelle au plan international. Membre de l'OMPI depuis 1970, l'Ukraine a maintenu son adhésion à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à l'Union de Madrid pour l'enregistrement international des marques.

Des accords bilatéraux en matière de protection de la propriété industrielle ont été conclus entre les gouvernements de l'Ukraine et de la Fédération de Russie et entre les gouvernements de l'Ukraine et de la République du Bélarus. Le texte de l'Accord bilatéral entre l'Ukraine et la Pologne relatif à la protection de la propriété industrielle est en cours de préparation.

Pendant la période 1995-1996, l'Ukraine a l'intention d'adhérer:

- A la Convention de Berne de 1886 sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques;
- A la Convention internationale de 1978 pour la protection des obtentions végétales;
- A la Convention eurasiennne de 1994 sur les brevets;
- A l'Accord de 1994 sur les marques de commerce ou de fabrique.

#### **Question 5n**

**Quelles sont les procédures pénales et les peines applicables en cas de violation des droits de propriété intellectuelle? Les étrangers jouissent-ils du même traitement que les ressortissants ukrainiens à cet égard? Prière de préciser si et comment ces procédures sont conformes à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.**

#### **Réponse 5n**

##### Procédures civiles, pénales et administratives relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle

Les activités relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle sont réglementées par les dispositions pertinentes du Code pénal de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Code de procédure civile de l'Ukraine, du Code administratif de l'Ukraine, de la Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales" et du Code douanier de l'Ukraine.

A ce jour, il n'existe pas de juridiction spéciale pour les brevets en Ukraine. Conformément aux lois susmentionnées relatives à la protection de la propriété intellectuelle, tout différend relatif à leur application doit être réglé par la juridiction du tribunal arbitral compétent conformément aux procédures établies par la législation de l'Ukraine.

#### **Droits des étrangers et des autres personnes**

Conformément à la législation ukrainienne relative à la protection des droits de propriété intellectuelle, les étrangers et les apatrides jouissent des mêmes droits que les citoyens ukrainiens, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie, sur la base de la réciprocité.

Conformément à l'article 136 du Code pénal de l'Ukraine, le fait de s'appropriier, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, l'invention scientifique ou l'oeuvre littéraire ou artistique d'une autre personne, ou de reproduire ou de distribuer une telle oeuvre sans autorisation, est passible d'une peine de prison d'un an au maximum ou d'une amende pouvant atteindre 15 fois le salaire minimum.

Selon le paragraphe 5 de l'article 43 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes", l'usage d'une oeuvre d'un tiers sans le consentement du titulaire du droit d'auteur ou des droits connexes, l'inobservation des conditions auxquelles l'usage du droit d'auteur est subordonné ou l'atteinte aux droits personnels et réels du détenteur du droit d'auteur et des droits connexes peut donner lieu à une action en justice tendant à obtenir réparation du préjudice subi au moyen des corrections

appropriées et de la publication dans la presse d'informations concernant la violation commise. Le tribunal est habilité à interdire la publication, l'exécution, la diffusion par phonogramme, par fil ou sur les ondes et la distribution de l'oeuvre, la confiscation de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme et du matériel et des matériaux utilisés pour sa reproduction et sa distribution, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme dont il a été établi que la production ou la distribution constitue une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes. Cette faculté s'étend à tous les clichés, matrices, originaux, bandes magnétiques, négatifs photographiques et autres objets à l'aide desquels des copies de l'oeuvre ou du phonogramme ou des programmes de diffusion sont organisés, ainsi qu'aux matériaux et au matériel utilisés à cette fin.

La procédure applicable à l'indemnisation du préjudice subi par suite d'une violation du droit d'auteur ou des droits connexes est prévue à l'article 44 de la loi susmentionnée. En particulier, les titulaires du droit d'auteur et des droits connexes peuvent demander:

- i) le remboursement des pertes subies par suite d'une contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes, y compris du manque à gagner;
- ii) la restitution des bénéfices reçus à la suite de la contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes;
- iii) ou le paiement de dommages-intérêts dont le montant est déterminé par le tribunal et qui peuvent être compris entre 10 et 50 000 fois le salaire minimum établi par la législation ukrainienne.

Indépendamment de la réparation du préjudice subi et de la restitution des bénéfices, le tribunal peut également imposer au contrevenant une amende représentant 10 pour cent de la somme fixée par le tribunal en faveur du plaignant.

Le contrevenant est tenu de payer au détenteur du droit d'auteur et des droits connexes les dommages-intérêts fixés par le tribunal. Comme indiqué à l'article 8 de la première partie, les auteurs jouissent de la protection fournie par cette loi quelle que soit leur nationalité et la loi s'applique aux oeuvres publiées pour la première fois ou qui demeurent non publiées alors même qu'elles existent sur le territoire de l'Ukraine.

#### **Question 6n**

**Le autorités judiciaires sont-elles habilitées à ordonner des injonctions ou des mesures provisoires en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme stipulé dans les articles 44 et 50 de l'Accord sur les ADPIC? Quelles sont exactement les mesures qui peuvent être ordonnées et quelle est la procédure à suivre? Les autorités administratives jouissent-elles de la même faculté?**

#### **Réponse 6n**

#### **PROPRIETE INDUSTRIELLE**

Les relations auxquelles donnent lieu l'acquisition et la cession de droits de propriété sur les inventions et les modèles d'utilité, des prototypes de production et des marques de fabrique et de service (ainsi que de brevets d'amélioration et variétés végétales) sont réglementées par la législation sur les brevets et par les Codes pénal, civil, administratif et douanier et les Codes de procédure civile et du travail de l'Ukraine.

Les instruments susmentionnés régissent la responsabilité en cas de violation des droits et les intérêts légitimes des inventeurs ou des titulaires de droits de propriété intellectuelle.

#### Législation sur les brevets

Toute atteinte aux droits des propriétaires d'un document protégeant un droit de la propriété industrielle est considérée comme une atteinte aux droits du propriétaire lui-même et est passible des sanctions prévues par la législation ukrainienne.

Dès dépôt d'une plainte par le propriétaire du document susmentionné, il doit être mis fin à la violation et le contrevenant doit indemniser le propriétaire du préjudice causé. [Lois pertinentes: "sur la protection des droits relatifs aux inventions et modèles d'utilité" (article 29), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 26) et "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" (article 20)].

#### Code pénal de l'Ukraine

"Article 137. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle

Le fait de revendiquer la propriété de la découverte, de l'invention, du modèle d'utilité, des prototypes de production ou du brevet d'amélioration d'une autre personne ou de diffuser des informations sur l'invention, modèle d'utilité ou prototype de production avant sa publication sans le consentement de l'auteur est passible d'une peine de prison pouvant atteindre deux ans ou d'une amende pouvant atteindre 30 fois le salaire minimum."

La législation actuellement en vigueur en Ukraine en ce qui concerne la protection et l'enregistrement des inventions n'est pas la même que celle qui était applicable dans le cas de l'ex-URSS.

#### Code administratif de l'Ukraine

"Article 163, paragraphe 1, première partie

L'utilisation illégale d'une marque de fabrique, de commerce ou de service ou de tout autre signe distinctif d'un produit, ainsi que le fait de copier illégalement la forme, l'emballage ou la configuration extérieure, d'imiter, de copier ou de reproduire directement le produit d'une autre entreprise, ou d'utiliser sans autorisation le nom d'une autre entreprise, sont passibles d'une amende pouvant atteindre 50 fois le salaire minimum et, le cas échéant, de la confiscation des produits, des moyens de production et des matières premières."

L'on trouve des dispositions concernant les mesures applicables en matière de protection des droits de propriété intellectuelle dans le Code civil de l'Ukraine (articles 514 à 523), dans le Code de procédure civile (articles 70, 126, 218, 374), dans le Code administratif (article 255), dans la Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales" (articles 2 et 7), dans le Code douanier (article 74) et dans le Code du travail (articles 70, 91 et 126).

Selon les lois de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité" (article 5), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 4) et "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" (article 4), les étrangers et les apatrides ont des droits égaux à ceux des résidents de l'Ukraine, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie et sur la base de la réciprocité.

Droit d'auteur et droits connexes

Aux termes de l'article 136 du Code pénal de l'Ukraine, le fait de s'attribuer faussement la propriété d'une invention scientifique ou d'une oeuvre littéraire ou artistique ou de reproduire ou distribuer illégalement une telle oeuvre est passible d'une peine de prison pouvant atteindre un an ou d'une amende pouvant atteindre 15 fois le salaire minimum.

Selon le paragraphe 5 de l'article 43 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes", l'usage d'une oeuvre d'un tiers sans le consentement du titulaire du droit d'auteur ou des droits connexes, l'inobservation des conditions auxquelles l'usage du droit d'auteur est subordonné ou l'atteinte aux droits personnels et réels du détenteur du droit d'auteur et des droits connexes peut donner lieu à une action en justice tendant à obtenir réparation du préjudice subi au moyen des corrections appropriées et de la publication dans la presse d'informations concernant la violation commise. Le tribunal est habilité à interdire la publication, l'exécution, la diffusion par phonogramme, par fil ou sur les ondes et la distribution de l'oeuvre, la confiscation de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme et du matériel et des matériaux utilisés pour sa reproduction et sa distribution, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme dont il a été établi que la production ou la distribution constitue une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes. Cette faculté s'étend à tous les clichés, matrices, originaux, bandes magnétiques, négatifs photographiques et autres objets à l'aide desquels des copies de l'oeuvre ou du phonogramme ou des programmes de diffusion sont organisés, ainsi qu'aux matériaux et au matériel utilisés à cette fin.

La procédure applicable à l'indemnisation du préjudice subi par suite d'une violation du droit d'auteur ou des droits connexes est prévue à l'article 44 de la loi susmentionnée. En particulier, les titulaires du droit d'auteur et des droits connexes peuvent demander:

- 1) le remboursement des pertes subies par suite d'une contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes, y compris du manque à gagner;
- 2) la restitution des bénéfices reçus à la suite de la contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes;
- 3) ou le paiement de dommages-intérêts dont le montant est déterminé par le tribunal et qui peuvent être compris entre 10 et 50 000 fois le salaire minimum établi par la législation ukrainienne.

Indépendamment de la réparation du préjudice subi et de la restitution des bénéfices, le tribunal peut également imposer au contrevenant une amende égale à 10 pour cent de l'indemnisation accordée au plaignant.

Le contrevenant est tenu de payer au détenteur du droit d'auteur et des droits connexes les dommages-intérêts fixés par le tribunal.

Comme indiqué à l'article 8 de la première partie, les auteurs jouissent de la protection fournie par cette loi quelle que soit leur nationalité et la loi s'applique aux oeuvres publiées pour la première fois ou qui demeurent non publiées alors même qu'elles existent sur le territoire de l'Ukraine.

Question 7n

**Existe-t-il déjà en Ukraine un système de prévention à la frontière des violations des droits de propriété intellectuelle conformément aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, quels sont exactement les droits couverts par ce système? Celui-ci s'applique-t-il**

**aussi aux marchandises destinées à l'exportation et aux marchandises en transit? Dans la négative, est-il envisagé d'en adopter un?**

Réponse 7n

Les dispositions susmentionnées de l'Accord sur les ADPIC contiennent des dispositions spéciales touchant les mesures applicables à la frontière.

Le Code douanier de l'Ukraine ne contient qu'un seul article concernant les droits de propriété intellectuelle (article 74 relatif aux marchandises et autres objets qui ne peuvent pas franchir la douane ukrainienne).

Selon cet article, "les produits et autres objets ci-après ne peuvent pas franchir la douane ukrainienne":

- 1) Produits ne pouvant pas franchir la douane ukrainienne:
  - a) dont l'importation est interdite en Ukraine, y compris:  
... - produits dont l'importation porterait atteinte à des droits de propriété intellectuelle;
  - b) dont l'exportation d'Ukraine est interdite, y compris:  
... - produits dont l'exportation constituerait une atteinte à des droits de propriété intellectuelle ...

Marchandises en transit, conformément à l'article 74 du Code douanier:

"le transport en transit de produits pouvant représenter un danger pour la vie et la santé de l'homme et des animaux ou pouvant causer un dommage à l'environnement est interdit sur tout le territoire de l'Ukraine.

La liste des produits auxquels s'applique le présent article est approuvée par le Parlement, sur recommandation du Cabinet des ministres de l'Ukraine."

La législation douanière de l'Ukraine devra à notre avis être modifiée et complétée pour être rendue conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

**Question 8n**

**Quelles sont les intentions de l'Ukraine en ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC?**

Réponse 8n

La législation ukrainienne en vigueur concernant les droits de propriété intellectuelle n'est pas conforme à toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, mais l'Ukraine a l'intention de rendre sa législation conforme aux dispositions dudit Accord.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 65 de l'Accord sur les ADPIC, l'Ukraine, en tant qu'économie en voie de transformation, peut bénéficier d'une période de transition de quatre ans pour

rendre sa législation concernant les droits de propriété intellectuelle conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. L'Ukraine a l'intention de mener cette tâche à bien pendant cette période.

Aéronefs civils

Les informations ci-après seraient hautement appréciées pour permettre aux parties contractantes de se faire une meilleure idée de la situation de l'industrie des aéronefs civils en Ukraine:

**Question 9n**

**Prière de décrire en termes concrets la structure et l'état actuel de l'industrie ukrainienne des aéronefs civils.**

Réponse 9n

Les données nécessaires pour répondre à cette question ne sont pas encore disponibles et leur complexité est trop grande pour qu'elles puissent être analysées à ce stade, l'industrie des aéronefs étant caractérisée à l'heure actuelle par de profonds bouleversements structurels.

**Question 10n**

**Prière de fournir des informations sur les sous-secteurs spécifiques de l'industrie des aéronefs (aéronefs gros porteurs; aéronefs de petite/moyenne dimension; hélicoptères; moteurs d'aviation; matériel, etc.), en particulier sur le chiffre d'affaires, l'état des carnets de commande, etc.**

Réponse 10n

Voir réponse 9n.

**Question 11n**

**Prière de fournir des données sur le commerce des aéronefs civils, par sous-secteur, ainsi que des informations sur les droits de douane.**

Réponse 11n

Voir réponse 9n.

**Question 12n**

**Prière d'indiquer quel type de politique industrielle et quelles formes de soutien de l'Etat ont été adoptés par le gouvernement ukrainien. Les transactions compensées sont-elles pratiquées en Ukraine?**

Réponse 12n

Voir réponse 9n.



**Question 13n**

**Nous souhaiterions recevoir des informations détaillées sur l'ampleur du commerce de troc en Ukraine et sur les règles qui régissent ce commerce, en particulier le Décret du 27 janvier 1995 réglementant les opérations de troc.**

**Réponse 13n**

Selon les rapports publiés par le Comité des douanes, les opérations de troc en 1994 ont représenté une valeur de 4,8 milliards de dollars EU, soit 46,3 pour cent de la valeur totale des exportations (contre 22,4 pour cent en 1993). Le volume considérable des opérations de troc a réduit les recettes en devises fortes, qui revêtent une importance capitale pour l'Ukraine, ce qui a encore aggravé la crise que connaît le système financier ukrainien.

La situation s'explique en partie par le fait qu'il a été appliqué dans le secteur du commerce extérieur un taux de change fixe du karbovanets par rapport aux monnaies étrangères, ce qui a privé de rentabilité les activités d'exportation, ainsi que par le manque de liquidités en général dans la plupart des secteurs de l'économie nationale.

La tendance à procéder à des échanges de quantités équivalentes de marchandises sur la base d'accords de troc a été imprévue. Bien que la valeur totale des exportations réalisée dans le cadre d'opérations de troc ait atteint 4,8 milliards de dollars EU, l'Ukraine n'a reçu que pour 3 milliards de dollars EU de marchandises. La différence de 1,8 milliard de dollars EU, même compte tenu de facteurs comme le décalage qui caractérise la partie importation de l'accord de troc, a en fait représenté une forme dissimulée d'exportation de capitaux et des recettes pour l'économie des autres pays. Il ne faut pas perdre de vue que, pendant la période en question, les conditions dans lesquelles pouvaient être conclus des accords de troc n'étaient pas sujettes à réglementation.

L'augmentation substantielle du commerce de troc a conduit les pouvoirs publics à accorder une attention spéciale à cette forme de commerce. Sans préjudice du droit des opérateurs de se livrer à des opérations de troc, il s'est posé le problème de savoir comment on pouvait encourager les exportations de marchandises réglées en devises fortes au moyen d'instruments économiques.

L'analyse que le Ministère des relations économiques extérieures a faite au début de 1995 des accords (et contrats) de commerce extérieur enregistrés a confirmé l'existence d'une tendance de plus en plus nette à l'augmentation des opérations de troc dans le domaine des échanges. Sur les 5 milliards de dollars EU au total d'accords (ou de contrats) économiques avec l'extérieur enregistrés au 1er février 1995, les opérations de troc représentaient 2,8 milliards de dollars EU, soit 56 pour cent. Le fait que les principaux produits exportés dans le cadre des opérations de troc ont été des produits hautement liquides, c'est-à-dire des produits pouvant être vendus par les opérateurs en devises fortes, est extrêmement préoccupant. Selon les prévisions, de 75 à 85 pour cent environ du volume total des produits générateurs de devises fortes seraient exportés dans le cadre d'arrangements de troc.

En raison de ces circonstances, et à la demande du Ministère des relations économiques extérieures, le Président de l'Ukraine a adopté le 27 janvier 1995 un décret "sur la régularisation des opérations de troc dans les activités économiques extérieures", dont le principal but est d'inverser les tendances négatives et de faire en sorte que le commerce extérieur revienne à des méthodes plus classiques.

Les principales dispositions de ce décret présidentiel spécifient la procédure à suivre en ce qui concerne le dépôt à effectuer pour le règlement des importations, ainsi que le délai (90 jours) dans lequel doit intervenir la partie importation d'un contrat de troc.

L'introduction de ce délai de 90 jours n'a suscité aucune opposition. Une procédure semblable a été appliquée pour contrôler le rapatriement des recettes en devises fortes provenant des opérations d'exportation. En limitant les délais dans lesquels l'accord de troc doit être exécuté, l'on devrait pouvoir limiter le crédit injustifié dont les autres pays ont bénéficié par le passé sous forme de produits.

A notre avis, le système d'ouverture de comptes de dépôt pour le règlement anticipé des importations est justifié aussi, d'abord parce que cela est conforme à la législation nationale (article 19 de la Loi ukrainienne "sur l'activité économique extérieure"), et deuxièmement parce que cette procédure offre un levier économique permettant de forcer les producteurs à vendre les produits qui peuvent être écoulés sur les marchés d'exportation, c'est-à-dire les types de produits agricoles, métallurgiques et chimiques générateurs de devises fortes, plutôt que de les vendre dans le cadre d'arrangements de troc. Une fois qu'un contrat - qui se concrétise par des entrées d'importation très nécessaires - est exécuté, le taux appliqué aux dépôts effectués pour le règlement des importations est le taux minimum. En outre, cette procédure permet de faire en sorte que la partie importation des contrats soit exécutée sans tarder.

Il y a lieu de souligner que le système des dépôts pour le règlement des importations ne s'applique qu'à certains types spécifiques de produits ukrainiens générateurs de devises fortes. Pour la majeure partie des produits, il n'est pas nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de règlement des importations pour pouvoir mener à bien une opération de troc. Si le mécanisme applicable aux importations est indûment critiqué (comme pourront le faire différents experts), les entreprises nationales n'appendront pas à commercer d'une façon civilisée, et la correction du système monétaire et financier continuera de poser un problème.

A l'heure actuelle, le Décret présidentiel "sur la réglementation des opérations de troc (échange de marchandises) dans le cadre de l'activité économique extérieure" ne s'applique qu'aux délais impartis pour l'exécution de la partie importation des arrangements de troc. La possibilité d'appliquer le système des dépôts pour le paiement des importations est à l'étude à différents niveaux de l'administration de l'Etat et il a été entrepris une analyse de la compatibilité entre ce système et le système bancaire.

Il y a lieu de noter que la série de mesures qui ont été introduites pour libéraliser l'activité extérieure s'est traduite par une amélioration progressive de la situation du commerce extérieur, notamment en ce qui concerne les opérations de troc. C'est ainsi que, selon le Comité des douanes, le volume des opérations de troc a représenté en janvier-février 35 pour cent du volume total des exportations, contre 45 pour cent l'année précédente.

Compte tenu de la libéralisation du commerce extérieur et de l'application des dispositions du Décret présidentiel réglementant les opérations de troc (échange de produits), l'on peut raisonnablement espérer que les opérations de troc tomberont à 20 ou 25 pour cent du volume total des exportations, soit à un niveau correspondant aux tendances actuelles des échanges mondiaux.

Il a été entrepris une révision de la classification des accords de troc; cet examen a déjà débouché sur l'adoption du Décret présidentiel n° 660 en date du 26 juillet 1965 "sur les autres mesures de réglementation des opérations de troc (échange de produits) dans le cadre de l'activité économique extérieure".

Le Règlement n° 699, en date du 30 août 1995, a été adopté en vue de réglementer les relations commerciales de troc et de réduire la part de ces opérations, qui représentent plus de 50 pour cent de l'activité économique extérieure.

**Question 14n**

**Nous croyons savoir que le budget de l'Etat pour 1994 prévoyait le prélèvement d'une nouvelle taxe sur les personnes morales propriétaires d'automobiles étrangères achetées en devises fortes. Cette taxe a été fixée à l'équivalent de 2,4 fois le salaire minimum par cheval et par an (soit l'équivalent, au taux de change en vigueur en avril 1994, à 900 dollars EU pour une automobile de 250 chevaux). Quel est l'objet de cette taxe? Quand l'Ukraine a-t-elle l'intention de l'éliminer?**

**Réponse 14n**

Le prélèvement de cette taxe n'est pas prévu dans le budget de l'Etat pour 1995. La taxe n'est pas prévue sur les automobiles ayant subi les examens de conformité technique après le 21 avril 1995 et sur les camions à partir du 2 mai 1995.

**Question 15n**

**Il est dit au point II.1.b), page 9, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur qu'un système d'imposition progressive a pour effet de limiter les prix. Prière d'expliquer comment ce système produira un tel effet.**

**Réponse 15n**

L'effet de limitation des prix d'un système d'imposition progressive dont il est question à la page 9, point II.1.b) de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a beaucoup retenu l'attention. Il sera extrêmement utile d'introduire ce système dès que possible. Il devrait aider à stabiliser les marchés intérieurs ukrainiens, à réduire suffisamment les prix, à freiner la tendance à la non-déclaration des revenus et, dans une certaine mesure, à endiguer les sorties de devises fortes.

**Question 16n**

**Prière de confirmer que la Résolution n° 133 du Cabinet des ministres en date du 2 avril 1994 "sur la modification des redevances douanières" fixe les taux appliqués à cette date?**

**Réponse 16n**

La Résolution n° 133 du Cabinet des ministres en date du 2 avril 1994 "sur la modification des redevances douanières" fixe effectivement les taux appliqués à cette date.

**Question 17n**

**L'Ukraine fait-elle bénéficier certains de ses partenaires commerciaux du système généralisé de préférences? Dans l'affirmative, prière de fournir la liste des pays et la liste des produits (par code tarifaire) bénéficiaires.**

**Réponse 17n**

La liste des pays auxquels l'Ukraine accorde des préférences tarifaires dans les limites prévues par le Système généralisé de préférences a été adoptée par le Décret n° 4-93 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 11 janvier 1993 "sur le tarif douanier unifié de l'Ukraine" (Appendice 1 du Décret). Cette liste énumère 145 pays en développement (elle vous a été adressée en même temps

que la lettre du Comité des douanes, référence n° 7/2-119, en date du 31 mars 1995). Les taux préférentiels s'appliquent aux produits des chapitres 1 à 24 de la Nomenclature des produits (Système harmonisé).

Les droits à l'importation prévus par le tarif douanier unifié de l'Ukraine s'appliquent à taux plein aux produits en provenance d'une quarantaine de pays (y compris l'Afrique du Sud et Israël), c'est-à-dire aux pays ne figurant pas aux Appendices n° 1 et n° 2 du Décret n° 4-93 du Cabinet des ministres en date du 11 janvier 1993 "sur le tarif douanier unifié", qui contiennent la liste des pays jouissant, dans les limites prévues par le Système généralisé de préférences, du régime préférentiel le plus favorable.

Les taux préférentiels prévus par le tarif douanier unifié de l'Ukraine s'appliquent aux produits en provenance des pays qui jouissent du régime le plus favorable appliqué en Ukraine (Appendice n° 2 du Décret n° 4-93 du Cabinet des ministres en date du 11 janvier 1993 "sur le tarif douanier unifié". La République de Croatie et les pays qui constituaient les Républiques de l'ex-URSS).

### **Question 18n**

**A la page 23, au point III.2, il est dit que les marchandises qui transitent par l'Ukraine doivent rester sous contrôle douanier. Quelle est la procédure appliquée?**

### **Réponse 18n**

Selon la législation ukrainienne en vigueur (article 24 du Code des douanes) les marchandises et autres articles, du moment où ils sont importés en Ukraine et jusqu'à leur exportation restent sous contrôle douanier pendant leur transit sur le territoire national.

Le registre des transports, qui contient toutes les informations nécessaires concernant le propriétaire des marchandises, les moyens de transport et la durée du séjour sur le territoire ukrainien, est utilisé lors du transfert des marchandises à destination et en provenance des pays de la CEI.

Les marchandises en transit en provenance du territoire d'autres pays sont enregistrées au moyen de la déclaration en douane, sur laquelle elles figurent en tant que marchandises en transit. Les droits de douane dus conformément au Décret n° 133 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 2 mars 1994 "sur la modification des taux des droits de douane" sont prélevés lorsque la déclaration est établie.

Lorsque les marchandises sont transportées par la route sous carnet TIR (MÄĬ), il n'est pas nécessaire de remplir la déclaration et le contrôle douanier est assuré par la mention aux pages appropriées du carnet, par l'agent des douanes, de l'indication de l'importation et de l'exportation des marchandises.

### **Question 19n**

**S'agissant de la certification, prière de préciser si l'Ukraine a l'intention d'adhérer à l'accord conclu en 1958 sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe concernant l'adoption de procédures uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation de matériels et composants pour véhicules à moteur.**

Réponse 19n

L'Ukraine n'a pas signé l'accord de 1958. Lorsqu'elle y aura adhéré, elle introduira dans un délai de trois mois des procédures appropriées en matière de certification et d'homologation des véhicules à moteur et du matériel et composants pour véhicules à moteur.

Observations concernant le document L/7588Question 20n

**Il y a lieu de se féliciter des mesures qui ont été adoptées pour libéraliser le régime des exportations (page 2, avant-dernier alinéa). L'Ukraine a-t-elle l'intention également de supprimer les restrictions concernant les exportations de céréales, de déchets de métaux ferreux et non ferreux, de fonte, de houille et de déchets de métaux précieux et de métaux incrustés de métaux précieux? Quel est le calendrier actuellement prévu pour l'élimination de ces restrictions? Il y a lieu de noter à cet égard que les circonstances dans lesquelles des mesures de restriction du commerce peuvent être adoptées sont limitativement définies dans l'Accord général.**

Réponse 20n

Les restrictions non tarifaires applicables à la houille et à la fonte ont été éliminées par la Résolution n° 35 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 18 janvier 1995.

Les contingents et licences applicables aux déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux et de métaux précieux ont été éliminés par la Résolution n° 222 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 31 mars 1995.

A l'heure actuelle, des restrictions non tarifaires ne s'appliquent qu'aux céréales. Ces restrictions doivent être éliminées avant le 15 septembre 1995.

Question 21n

**Au dernier alinéa, la communication mentionne la "mise en oeuvre d'un système visant à encourager les producteurs à exporter grâce à des taux d'imposition différenciés suivant le niveau de transformation des marchandises".**

Réponse 21n

Des impôts ne peuvent être prélevés que sur la base de la Loi "sur la fiscalité". L'imposition dépend de différents critères. L'un des principaux critères doit être le degré de transformation des produits, le taux le plus élevé devant être appliqué aux produits les moins transformés. Cela ne s'applique pas aux subventions. En tout état de cause, aucune mesure discriminatoire ne doit être appliquée aux importations.

Question 22n

**L'Union européenne souhaiterait savoir comment ce "système visant à encourager les producteurs" fonctionnera. Quels sont les types d'impôts qui doivent varier et cette différenciation sera-t-elle définie par la loi ou relèvera-t-elle du pouvoir discrétionnaire de l'administration? Sur la base de quels critères les autorités ukrainiennes appliqueront-elles cette différenciation?**

**A ce propos l'UE appelle l'attention des autorités ukrainiennes sur le paragraphe 1 de l'article 3 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires: cette disposition interdit les subventions à l'exportation (point a)) ainsi que les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés (point b)).**

**L'UE craint également que l'Ukraine n'introduise un système de double prix pour les matières premières. Un tel système pourrait se traduire par une réduction artificielle des produits utilisés par l'industrie ukrainienne, au détriment des industries de transformation implantées dans des pays tiers. Par conséquent, prière de donner des éclaircissements sur le but visé par le système d'imposition différenciée.**

Réponse 22n

L'Ukraine n'a pas l'intention d'introduire un système de double prix pour les matières premières. Au contraire, à l'heure actuelle, il a été recommandé à toutes les entreprises d'utiliser les cours indicatifs mondiaux et, dans certains cas, les prix des matières premières sur les marchés intérieurs de l'Ukraine sont plus élevés que les cours mondiaux.

Question 23n

**Le premier alinéa de la page 3 parle de "l'application du système de la réglementation tarifaire des importations fondée sur des motifs économiques, et utilisation de ce système dans le seul but de réglementer l'accès au marché intérieur des produits dont il existe une fabrication locale insuffisante, suffisante ou excédentaire". L'Ukraine pourrait-elle apporter des éclaircissements sur ce point?**

Réponse 23n

Le système de la réglementation tarifaire des importations fondée sur des raisons économiques ne sera utilisé que pour réglementer l'accès au marché intérieur des produits qui sont fabriqués en Ukraine en quantités insuffisantes, lesquels seront admis en franchise ou ne feront l'objet que d'un droit peu élevé.

- pour les produits qui sont fabriqués en quantités suffisantes, le taux du droit de douane sera calculé en fonction de l'utilité des produits;
- pour les produits qui sont fabriqués en quantités excessives, il sera appliqué un droit à un taux élevé afin de réduire l'offre.

Page 6 - Décret du Président de l'Ukraine

L'UE se félicite des efforts déployés par les autorités ukrainiennes pour empêcher que des entreprises basées en Ukraine ne se livrent à des pratiques de dumping dommageables. Toutefois, c'est aux autorités du pays importateur qu'il incombe de déterminer s'il y a ou non eu dumping sur la base de l'Accord antidumping conclu dans le cadre du GATT de 1994.

Observations spécifiques concernant le document WT/L/20

Note: Les observations ci-après, pour la plupart, ne portent que sur les questions spécifiques posées par l'UE et sur les réponses auxdites questions, et sont suivies d'observations concernant d'autres réponses.

**Question 24n**

**A une demande tendant à obtenir un complément d'information dans différents domaines (par exemple l'application de droits antidumping, de droits compensateurs, de droits spéciaux et de droits de douane saisonniers; les règles régissant les zones économiques spéciales/franches), l'Ukraine a répondu que ces types de droits, bien que prévus par la législation interne, ne sont pas (encore) appliqués dans la pratique. Malgré tout, il demeure nécessaire d'avoir les informations sur la législation nationale ukrainienne applicable en la matière.**

**Réponse 24n**

La législation ukrainienne en vigueur est conforme aux dispositions de l'OMC relatives aux droits antidumping, lesquels sont calculés sur la base d'une pénalité prédéterminée égale à la marge de dumping. Conformément à la Loi de l'Ukraine "sur le tarif douanier unifié" (article 13), le droit antidumping ne peut pas dépasser la différence entre le prix de gros concurrentiel du produit en question dans le pays d'où il est exporté au moment de l'exportation et le prix déclaré au moment de l'importation sur le territoire douanier du pays, la différence de prix des produits faisant l'objet d'un dumping en Ukraine et le prix moyen de produits similaires ou de produits en concurrence directe d'origine ukrainienne au moment considéré.

L'application de droits antidumping, de droits compensateurs, de droits spéciaux et de droits saisonniers, de même que le fonctionnement des zones économiques spéciales/franches, ne sont pas réglementés par la législation nationale.

**Question 25n**

**Nous notons également qu'à différentes occasions l'Ukraine a affirmé que ses lois ou politiques sont compatibles avec les règles du GATT/de l'OMC (par exemple les questions 286, 297 et 312). Toutefois, il n'est donné aucune explication ni justification de cette affirmation, qui demeure nécessaire.**

**Réponse 25n**

Concernant la réponse 286:

Conformément à la Loi de l'Ukraine "sur l'activité économique extérieure":

- le contingent individuel est un contingent fixe indiquant le pays importateur et le pays exportateur des produits considérés;
- le contingent de groupe est un contingent indiquant un groupe de pays à destination ou en provenance desquels les produits considérés sont exportés ou importés.

La législation ukrainienne ne prévoit actuellement aucune procédure déterminée concernant la répartition des contingents d'importation entre les pays intéressés. Toutefois, la Loi de l'Ukraine "sur les procédures applicables aux mesures de sauvegarde applicables aux importations conformément aux normes et principes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)/de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)", fondée sur l'Accord sur les sauvegardes adopté dans le cadre du Cycle d'Uruguay, prévoit un mécanisme d'attribution des contingents conforme au principe de non-discrimination énoncé aux articles I et XIII du GATT ainsi que certaines réductions quantitatives des importations.

Concernant la réponse 297:

Conformément à la Loi de l'Ukraine "sur le tarif douanier unifié", l'expression "droit spécial" doit être entendue comme désignant:

- toute mesure de protection appliquée s'il est importé sur le territoire douanier ukrainien des produits dans des quantités ou des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage à la branche d'activité nationale produisant des produits similaires ou en concurrence avec lesdits produits;
- toute mesure de prévention appliquée à des agents économiques étrangers qui portent atteinte aux intérêts de l'Etat dans ce domaine, ainsi que toute mesure visant à faire cesser une concurrence déloyale dans les cas qui ne sont pas prévus par la législation ukrainienne;
- toute mesure appliquée pour faire face à une mesure discriminatoire et/ou inamicale de la part de pays étrangers ou à des mesures adoptées par certains pays et par leurs syndicats et portant atteinte aux droits et aux intérêts légitimes d'agents économiques ukrainiens à l'étranger.

Les taux des droits spéciaux sont déterminés dans chaque cas particulier.

Le Décret du Président de l'Ukraine "sur les mesures de sauvegarde applicables aux importations de denrées agricoles en vue de protéger les intérêts de producteurs nationaux de denrées agricoles conformément aux normes et principes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)/de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)" est actuellement élaboré conformément à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture conclu dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

Le gouvernement ukrainien espère que l'application du droit spécial sera harmonisée avec les règles et principes du GATT/de l'OMC.

Concernant la réponse 312:

Il n'existe actuellement aucune mesure législative concernant la passation des marchés dans les zones franches. Le gouvernement ukrainien examine actuellement la question des marchés publics et est sur le point d'entreprendre le processus de négociation touchant l'Accord sur les marchés publics.

Les questions liées aux marchés publics dans les zones franches devront être prises en considération dans la législation qui sera promulguée.

#### **Question 26n**

**Pour ce qui est de la question 290, l'UE souhaiterait obtenir de l'Ukraine des éclaircissements quant aux bases sur lesquelles elle entend demander des exemptions au GATT en ce qui concerne le régime de commerce spécial ou exclusif applicable aux métaux et alliages précieux, pierres précieuses, houilles, spiritueux, métaux non ferreux, métaux des terres rares y compris les poudres, minerais de métaux rares et produits pétroliers. De l'avis de l'UE, ces produits ne sont généralement pas couverts par les exceptions visées aux articles XX et XXI du GATT.**



Réponse 26n

Les produits visés dans la question sont en fait soumis à un régime commercial spécial: le commerce de ce type de produit est subordonné à l'obtention d'une licence appropriée de l'Etat.

Ce régime de commerce spécial ou exclusif s'applique en Ukraine car des produits comme les métaux et alliages précieux, pierres précieuses, métaux non ferreux, métaux rares, minerais de métaux précieux et produits pétroliers sont, pour l'essentiel, importés parce qu'ils ne sont pas produits dans le pays. Le commerce de produits comme l'alcool éthylique et le charbon, en revanche, constitue pour l'Etat une importante source de recettes.

L'alcool éthylique, les produits pétroliers et la houille ne figurent effectivement pas sur la liste des exceptions au GATT (articles XX et XXI). Toutefois, ces produits sont extrêmement demandés et affectent la situation économique de l'Ukraine. Le problème de l'approvisionnement est dernièrement devenu pour l'Ukraine un des problèmes les plus importants. Aussi le gouvernement ukrainien doit-il temporairement, pendant cette période transitoire, soumettre ce type de produits à un régime de licences.

En ce qui concerne la question 300, l'Ukraine peut-elle confirmer que le régime des changes a maintenant été unifié comme indiqué dans la réponse 64.

L'Ukraine peut confirmer que le régime des changes a maintenant été unifié.

Afin de créer des conditions propices au développement d'un marché des changes en Ukraine et d'encourager une augmentation des exportations pour accroître les recettes en devises du pays, la Banque nationale d'Ukraine a, en 1994, modifié le taux de change du karbovanets par rapport aux monnaies étrangères, c'est-à-dire unifié le cours officiel et le cours parallèle.

La Banque nationale d'Ukraine détermine le taux officiel du karbovanets ukrainien non monétaire par rapport au dollar EU, au deutsche mark, au rouble russe et au rouble biélorussien sur la base du cours des enchères à la Bourse interbancaire des monnaies d'Ukraine.

Le cours officiel du karbovanets ukrainien par rapport à toutes les autres monnaies est déterminé sur la base des taux croisés de la Bourse des monnaies de Francfort et de la Bourse interbancaire des monnaies de Moscou ainsi que des cours croisés publiés dans le Financial Times.

Le cours du karbovanets ukrainien monétaire par rapport à toutes les monnaies est déterminé par les banques commerciales ukrainiennes sur la base de l'offre et de la demande de vendeurs et acheteurs des monnaies considérées.

Question 27n

**Dans la réponse 320, l'Ukraine dit protéger les indications géographiques conformément à la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes". Comme la nature du droit d'auteur et des droits connexes est tout à fait différente de celle des indications géographiques, l'Ukraine peut-elle expliquer plus en détail comment ces dernières sont protégées, à la lumière en particulier des articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC?**

Réponse 27n

La réponse donnée à la question 320 n'est pas correcte.

A l'heure actuelle, la législation ukrainienne ne protège pas les indications géographiques. Il est néanmoins prévu d'élaborer et de promulguer en 1995-1997 des instruments législatifs sur la protection des indications géographiques.

#### **Question 28n**

**Le paragraphe 2 de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC interdit de façon inconditionnelle l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour des vins ou des spiritueux qui contient une indication géographique ou qui est constituée par une telle indication. L'article 6 de la Loi ukrainienne sur les marques de commerce ou de fabrique (motifs de refus) ne semble pas couvrir ce cas particulier étant donné que son troisième paragraphe exige l'existence d'une confusion (voir les réponses 100 et 102). L'Ukraine pourrait-elle commenter ce point?**

#### **Réponse 28n**

Comme cela a déjà été expliqué en réponse à la question précédente, les indications géographiques, y compris les noms de vins et de boissons alcooliques, ne sont pas protégées.

Le paragraphe 3 de l'article 6 de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" énumère les motifs pour lesquels l'enregistrement d'une marque peut être refusé. En particulier, les indications identiques ou similaires au point d'entraîner un risque de confusion "aux appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non protégés et sont enregistrées sous le nom d'une autre personne qui a le droit d'utiliser ce nom", ne peuvent pas être enregistrées.

#### **Question 29n**

**Dans sa réponse à la question 324, concernant les droits de location d'oeuvres protégées par le droit d'auteur, l'Ukraine s'est simplement référée à sa réponse 96, et ne semble donc pas avoir compris la question. La question posée concernait les droits de location d'une oeuvre (par exemple des films ou des programmes d'ordinateur - voir l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC) et non le droit d'auteur lui-même. L'Ukraine peut-elle expliquer comment sa législation protège les droits visés à l'article 11 et au paragraphe 4 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC?**

#### **Réponse 29n**

La réponse à la question 96 est correcte. Le concept de "droits de location" n'est pas mentionné dans la Loi ukrainienne "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes". Toutefois, elle fait mention de la "location" c'est-à-dire de la cession du droit d'utiliser l'original ou une copie d'une oeuvre d'un phonogramme pendant une certaine période dans le but d'en recevoir des avantages commerciaux directs ou indirects. Le même article fait mention de la "personne détentrice du droit d'auteur ou des droits connexes", c'est-à-dire "l'auteur ou l'exécutant dans les cas où les droits patrimoniaux sont détenus par l'auteur ou l'exécutant, ainsi que la personne physique ou morale à laquelle les droits patrimoniaux ont été cédés".

L'article 27 de la Loi traite de la cession (transmission) du droit d'auteur: "Les droits patrimoniaux peuvent être cédés (transmis) par l'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur à une autre personne. L'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur (concédant) peut aussi concéder une licence à une autre personne (concessionnaire) pour l'utilisation de l'oeuvre conformément à cette licence. La cession (transmission) du droit d'auteur et la délivrance d'une licence sont officiellement enregistrées dans un contrat de droit d'auteur.

**Question 30n**

**Il est dit dans la réponse 325 que les programmes d'ordinateur ne sont pas protégés en tant qu'oeuvres littéraires. Néanmoins, au dernier paragraphe de la réponse 95, l'Ukraine affirme que sa législation est conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur. Or, cette directive stipule expressément, conformément au paragraphe 1 de l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC, que les programmes d'ordinateur doivent être protégés en tant qu'oeuvres littéraires. L'Ukraine est priée d'expliquer cette contradiction apparente.**

**Réponse 30n**

La réponse donnée à la question 325 n'est pas correcte: la bonne réponse est celle qui figure dans la réponse 95. L'on peut ajouter l'explication suivante:

Le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits d'auteur et des droits connexes" stipule qu'un programme d'ordinateur est une série d'instructions se présentant sous forme de mots, de chiffres, de codes, de graphiques ou de symboles, ou sous toute autre forme lisible à la machine mettant en route un processus permettant de parvenir à un certain but ou à un certain résultat. Ce concept englobe les systèmes opérationnels ainsi que les programmes appliqués exprimés sous forme d'un code final ou objectif, y compris les matériels préparatoires et les représentations sonores et visuelles reçues à la suite de l'élaboration d'un programme d'ordinateur.

L'article 5 de cette loi accorde une protection aux oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

- 1) les oeuvres littéraires écrites de caractère imaginaire, scientifique, technique ou pratique (livres, brochures, articles, programmes d'ordinateur, etc.).

Ainsi, les programmes d'ordinateur bénéficient de la même protection que les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, ce qui est conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes.

**Question 31n**

**Réponse 1: Prière de confirmer que les seules subventions directes qui sont accordées concernent le secteur de la houille et du gaz. Les subventions aux autres secteurs revêtent la forme de mesures d'aide de l'Etat à la production et à l'exportation. Il serait bon d'avoir des informations détaillées plus spécifiques sur la nature de ces mesures et sur leur compatibilité avec le régime de l'OMC.**

**Réponse 31n**

Aux termes de la Loi ukrainienne "sur le budget de l'Etat ukrainien pour 1995", l'industrie du charbon et du gaz ne doit bénéficier de subventions directes que dans la mesure où elles concernent:

- les investissements en capital;
- la restructuration de l'industrie du charbon et du gaz;
- le maintien des services de sauvetage dans les mines;

- les relevés géologiques.

La question de la création d'un fonds de stabilisation pour l'industrie du charbon est actuellement à l'étude de même que le problème des sources de financement de ce fonds.

### **Question 32n**

**Il est dit dans la réponse 2 que la réduction du déficit commercial sera facilitée, entre autres, par l'introduction d'une limitation temporaire des importations non essentielles. Cette mesure revêtira-t-elle la forme de contingents? A-t-il été établi une liste des importations non essentielles dans les différents secteurs de l'économie nationale? Dans l'affirmative, nous souhaiterions en recevoir copie. Dans le cas contraire, serait-il possible d'avoir une première indication des secteurs visés?**

### **Réponse 32n**

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine au GATT, après avoir analysé l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, est parvenue à la conclusion qu'un certain nombre de problèmes réglés par la Commission gouvernementale de la réglementation des importations appellait un complément d'analyse détaillé et approfondi à la lumière des règles et des principes énoncés dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Cette analyse sera prise en considération lors de l'élaboration de la Loi ukrainienne sur les subventions et le soutien national. Les modifications appropriées seront apportées aussi à la législation en vigueur afin de rendre les activités réalisées au sujet des questions susmentionnées par la Commission gouvernementale de la réglementation des importations conformes aux règles et principes énoncés dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

A titre d'exemples des importations non essentielles à propos desquelles la Commission pourrait recommander des restrictions, l'on peut citer:

- les produits à base de tabac;
- les boissons alcoolisées;
- le charbon;
- les automobiles;
- les articles de luxe;
- les denrées agricoles.

Les principaux critères à appliquer pour déterminer les produits devant figurer sur la liste seront le dommage causé aux producteurs nationaux au cours des quelques dernières années du processus d'ouverture des marchés et de la libéralisation des échanges.

De telles restrictions ne seront pas appliquées aux produits que l'Ukraine peut produire elle-même si l'importation des produits en question ne cause pas de dommages substantiels aux producteurs nationaux de produits similaires.

Toutes ces restrictions doivent être introduites ou modifiées sur la base de l'Accord sur les sauvegardes et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires conclus dans le cadre

du Cycle de négociations multilatérales d'Uruguay, ainsi que sur la base de l'Accord sur l'interprétation de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

**Question 33n**

**Réponse 4: L'Ukraine pourrait-elle donner une indication quant à la date à laquelle le système de données sur le commerce extérieur sera opérationnel?**

**Réponse 33n**

1. Le Ministère des statistiques de l'Ukraine reçoit des rapports statistiques des entreprises et autres organismes d'exportation et d'importation.

Les statistiques sont rassemblées, aux fins de la balance des paiements, au stade du transfert de la propriété des produits. Les informations sur le nombre de transactions à l'exportation et à l'importation sont publiées par le Comité des douanes, lequel compile des statistiques sur les exportations et les importations sur la base des déclarations douanières, sans tenir compte du transfert de la propriété des produits.

2. Le formulaire n° 8-ZEZ\* de "Rapport sur l'exportation (et l'importation) de marchandises", à présenter mensuellement, et le formulaire n° 9-ZEZ\* intitulé "Rapport sur l'importation (et l'exportation) de services", à présenter sur une base trimestrielle, sont utilisés depuis le 1er janvier 1994 pour la compilation de données statistiques sur l'exportation et l'importation de biens et de services.

3. Les formulaires de rapports statistiques sont présentés par les entreprises, organisations et autres entités ukrainiennes qui réalisent des transactions économiques avec l'extérieur, conformément aux instructions pertinentes approuvées par le Ministère des statistiques de l'Ukraine.

4. Toutes les entreprises, organisations et autres entités qui se livrent à des opérations d'exportation et d'importation, quels que soient le régime de leur propriété et l'organisation dont elles relèvent, sont tenues de présenter des rapports.

La valeur minimum des biens et des services dont l'exportation et l'importation doivent être déclarées à des fins statistiques n'a pas encore été déterminée.

5. Les statistiques sur le commerce extérieur portent sur tous les types de biens et de services sans exception.

6. Les exportateurs ou importateurs de biens et de services compilent des rapports sur la base des biens et des services effectivement exportés ou importés. La valeur des biens livrés au titre de l'aide humanitaire est estimée sur la base des prix contractuels de produits similaires et est indiquée en dollars EU si la valeur du contrat n'est pas déterminée en monnaie étrangère. Les prix sont revus sur la base des prix indicatifs fixés par le Ministère des relations économiques extérieures. Le Ministère des statistiques s'emploie actuellement à mettre au point un programme de vérification des données sur la base des cours moyens de produits spécifiques sur les marchés mondiaux.

7. La valeur des opérations d'échange ou de troc de produits dans le cadre des activités économiques extérieures est calculée sur la base des informations figurant dans le contrat. Les données pertinentes

---

\*ZEZ (Zovnishni Economichni Zviasky) - abréviation ukrainienne signifiant "Relations économiques extérieures" (note du traducteur).

sont déclarées par les exportateurs ou les importateurs si le document attestant que les produits ont franchi la frontière douanière de l'Ukraine est disponible, ainsi que sur la base du contrat (dans la monnaie de celle-ci).

8. La valeur c.a.f. est calculée sur la base des rapports présentés, comme étant la somme des rubriques 2 et 3 (la rubrique 2 étant la valeur f.a.b. et la rubrique 3 le montant de l'assurance et du fret). Les données relatives au volume des exportations sont liées en termes f.a.b. et celles concernant les importations en termes c.a.f.

Les données relatives au commerce de biens et de services reçus des départements de statistiques des oblasts sont regroupées par le Centre principal de calcul électronique du Ministère des statistiques de l'Ukraine.

Les données globales sont utilisées par les organes gouvernementaux, organisations internationales, ministères et départements, organismes scientifiques et organisations de recherche, ambassades et bureaux de représentation des pays étrangers en Ukraine, ainsi que par d'autres usagers (entreprises, firmes, étudiants, etc.). Certaines restrictions sont imposées à l'utilisation des données globales.

9. Le contrôle de l'exactitude arithmétique et logique des informations concernant les exportations et les importations de biens et de services est assuré par le Ministère des statistiques. Les vérifications sont opérées sur la demande des différents ministères et organismes ukrainiens qui utilisent les informations susmentionnées dans le cadre de leurs activités. Il a été entrepris certains travaux préparatoires afin de pouvoir utiliser les données concernant les échanges de l'Ukraine avec ses partenaires commerciaux à des fins de comparaison avec les statistiques nationales. La comparaison est compliquée par le fait que le Ministère des statistiques ne reçoit pas d'informations concernant le commerce de produits avec les pays étrangers du Comité des douanes et est obligé de rassembler les données pertinentes en fonction des pays qui sont propriétaires des produits (afin de calculer les données relatives à la balance des paiements) plutôt qu'en fonction du pays d'origine ou des pays importateurs des produits.

10. Le Ministère des statistiques ne peut pas, à l'heure actuelle, établir ces données supplémentaires car il ne dispose pas des informations nécessaires à cette fin. Une enquête sur le commerce extérieur des oblasts est prévue pour la fin de l'année en cours. La tâche est compliquée par le fait que le Comité des douanes ne communique au Ministère des statistiques aucune donnée concernant les entités qui participent au commerce extérieur, ce qui oblige le Ministère à identifier par lui-même lesdites entités.

#### **Question 34n**

**Réponse 7: Certaines entreprises sidérurgiques figurent-elles sur la 'Liste des entités non sujettes à privatisation'? Dans l'affirmative, quelles sont-elles?**

#### **Réponse 34n**

Le Décret n° 6-92 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, en date du 31 décembre 1992, a approuvé une liste des biens des entreprises et organisations publiques et de leurs subdivisions se livrant aux principales formes de production qui ne peuvent pas être privatisées.

Le Parlement a également approuvé, dans sa Résolution n° 88 du 3 mars 1995, la liste des entreprises qui ne peuvent pas être privatisées en raison de l'importance qu'elles revêtent pour la nation. Cette liste comprend 6 104 entreprises, dont deux qui peuvent être rangées dans la catégorie des "entreprises sidérurgiques":

- usine de métaux et d'alliages réfractaires de Svitlovodsk (oblast de Kirovohrad);
- Association des producteurs d'acier laminé de Dzerzhinsky à Odessa.

La participation d'investisseurs étrangers aux entreprises privatisées des différents secteurs de l'économie n'est soumise à aucune restriction particulière.

**Question 35n**

**Réponse 10: L'Ukraine a-t-elle l'intention de réduire à zéro le taux des droits de douane applicables aux produits en acier et, en particulier, a-t-elle l'intention de participer aux discussions concernant l'Accord multilatéral sur l'acier?**

**Réponse 35n**

Soucieuse de protéger les aciéries nationales, l'Ukraine n'a pas l'intention de réduire les droits de douane sur les produits en acier, compte tenu du fait que les taux des droits prévus à la position 72 du tarif unifié sont de 5 pour cent pour le droit préférentiel et de 10 pour cent pour le droit général.

L'Ukraine a l'intention de participer aux discussions concernant l'Accord multilatéral sur l'acier afin d'optimiser les contingents d'exportation de l'UE applicables aux produits en acier en provenance d'Ukraine.

**Question 36n**

**Réponse 17: La "Commission gouvernementale des enquêtes antidumping concernant l'exportation de marchandises d'origine ukrainienne" est chargée d'enquêter sur les affaires de dumping. Prière de donner une indication des secteurs qui ont jusqu'à présent fait l'objet de telles enquêtes, et en particulier sur le point de savoir si celles-ci ont porté sur les produits en acier.**

**Réponse 36n**

La Commission gouvernementale des enquêtes antidumping concernant l'exportation de marchandises d'origine ukrainienne est chargée d'enquêter sur les affaires de dumping, mais aucune enquête n'a été ouverte jusqu'à présent.

La Commission prend part aux enquêtes antidumping ouvertes par les instances appropriées d'autres pays (Union européenne, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Mexique).

L'acier fait l'objet d'enquêtes sur les marchés du Canada et du Mexique.

Sur le marché de l'Union européenne, les enquêtes portent sur les engrais, les métaux ferreux, les produits chimiques inorganiques et les métaux non précieux.

**Question 37n**

**Réponse 28: Nous croyons savoir que la TVA déjà payée sur des produits ne peut pas être remboursée lorsque les produits sont exportés ou réexportés. Cela est-il exact? Dans l'affirmative, quand l'Ukraine a-t-elle l'intention d'introduire la possibilité d'un remboursement?**

Réponse 37n

La TVA ne s'applique pas et ne sera pas remboursée sur les produits exportés ou réexportés.

**Question 38n**

**Réponse 29: Certains produits en acier bénéficient-ils de l'exemption de la TVA?**

Réponse 38n

Non, aucun produit en acier n'est inclus dans l'exemption de la TVA (le taux de la TVA est de 20 pour cent).

**Question 39n**

**En ce qui concerne les réponses 30 et 61, l'Ukraine peut-elle confirmer que les droits d'accise s'appliquent désormais au même taux aux produits tant nationaux qu'importés (comme il ressort de la réponse 30)? Quels sont les nouveaux taux des droits d'accise pour chaque ligne tarifaire pour laquelle le droit s'applique? Des informations spécifiques et des exemples concrets seraient appréciés.**

Réponse 39n

Les droits d'accise frappant les produits importés nationaux sont calculés différemment, conformément à la législation ukrainienne en vigueur. Aux fins du calcul du montant des droits d'accise, le chiffre d'affaires imposable au titre des produits importés est déterminé en fonction de la valeur douanière des produits, calculée en monnaie ukrainienne sur la base du taux de change fixé par la Banque nationale d'Ukraine, compte tenu du montant total des impôts et des droits de douane. Le chiffre des affaires imposable au titre des produits nationaux est calculé sur la base du prix de gros des produits, y compris le droit d'accise.

Sur la base de ce qui précède et des taux des droits d'accise en vigueur, les montants des impôts prévus sur des produits nationaux et importés similaires sont approximativement égaux.

La nouvelle Loi ukrainienne "sur l'unification des taux des droits d'accise sur les produits importés et nationaux" doit être adoptée sous peu.

**Question 40n**

**Réponse 50: Les contingents et les licences d'exportation ont été maintenus pour quatre produits. Prière d'indiquer le niveau des contingents et de préciser si des droits à l'exportation sont également imposés à ces produits. Quand l'Ukraine a-t-elle l'intention d'éliminer ces contingents?**

Réponse 40n

Voir réponse 20n.

**Question 41n**

**Réponse 67: La Loi "sur le programme de protection des investissements étrangers en Ukraine" prévoit l'octroi d'incitations aux entreprises à participation étrangère qui opèrent dans**



**un secteur hautement prioritaire ou qui répondent aux critères fixés dans le programme en question. Quels sont ces critères et, dans le cas de l'acier, l'un de ces critères est-il la réduction de la capacité existante de fabrication d'acier?**

Réponse 41n

Le Programme de protection des investissements étrangers en Ukraine, qui fait partie des incitations accordées aux entreprises qui opèrent dans des branches spécifiques de l'économie ukrainienne, a été suspendu par l'article 39 de la Loi ukrainienne "sur le budget de l'Etat ukrainien pour 1995".

En ce qui concerne la sidérurgie, ce programme n'a prévu l'octroi d'aucune incitation aux entreprises sur la base d'une augmentation ou d'une réduction de la production.

Question 42n

**Dans ses réponses 83 et 98, l'Ukraine affirme qu'aux termes de la législation sur les brevets et sur les marques de commerce et de fabrique, les règles internationales prévalent juridiquement sur les règles nationales. Ce principe peut-il être invoqué par un particulier ou par un organisme privé pour défendre ses intérêts devant l'administration et les tribunaux ukrainiens? La même règle s'applique-t-elle en ce qui concerne le droit d'auteur, les droits connexes, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les schémas de configuration de semi-conducteurs et les secrets commerciaux?**

Réponse 42n

Les Lois ukrainiennes "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" et "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes" contiennent des articles selon lesquels les dispositions de tout accord international auquel l'Ukraine est partie, si elles sont contraires aux règles prévues par la législation ukrainienne, prévalent sur ces dernières.

Quiconque peut invoquer les dispositions de cet article pour défendre ses intérêts devant les organes administratifs ou judiciaires de l'Ukraine.

Les lois susmentionnées s'appliquent au droit d'auteur et aux droits connexes ainsi qu'aux prototypes de production.

La législation ukrainienne en vigueur n'accorde aucune protection aux indications géographiques ni aux schémas de configuration de circuits intégrés.

Il n'existe aucun instrument législatif concernant la protection des secrets commerciaux dont les dispositions seraient actuellement conformes aux exigences de l'Accord sur les ADPIC (article 39).

Question 43n

**Il est dit dans la réponse 110 que la législation ukrainienne relative aux dessins et modèles industriels est conforme à l'Accord sur les ADPIC et qu'il n'est donc pas envisagé pour l'instant de la modifier. L'Ukraine peut-elle expliquer comment cette législation est conforme au paragraphe 2 de l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection spéciale des dessins et modèles de textiles, eu égard en particulier au fait que le paragraphe 9 de l'article 5 de la Loi**

**ukrainienne sur la protection du droit d'auteur exclut de toute protection "les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle" (voir également réponse 91).**

Réponse 43n

Le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi ukrainienne "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes" définit une oeuvre d'art appliqué comme étant une oeuvre d'art, y compris une oeuvre artistique, réalisée à la main ou de fabrication industrielle destinée à une utilisation pratique ou appliquée comme objet d'utilisation pratique. L'article 5 de cette loi stipule que sont protégées les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

... 9. les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle.

Selon la section 1 de l'annexe 3 de la Résolution n° 784 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 18 novembre 1994 "sur les taux minimums de redevances pour l'utilisation d'oeuvres littéraires et artistiques, les oeuvres d'art décoratif et appliqué sont notamment les céramiques, les ouvrages en bois, corne, os ou pierre, les ouvrages en verre, métal ou matière plastique, les ouvrages tricotés, la dentelle, les tissages décoratifs, les tissus, les ouvrages tricotés à la main et à la machine, les tapis et carpettes, les broderies, les broderies perlées, les articles de mercerie, les jouets, les ornements, y compris la bijouterie, les dessins de chaussure et de vêtement, les papiers peints, les toiles cirées, les tissages, les carrelages en céramique et les moulages artistiques.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 6 (conditions dans lesquelles une protection juridique est accordée) de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production":

"2. Un prototype de production peut être un dessin, un croquis ou une peinture, ou toute combinaison de ces éléments, représentant la configuration extérieure d'un produit industriel qui a été mis au point à des fins esthétiques ou ergonomiques."

Ainsi, si un prototype fait l'objet d'une reproduction industrielle, l'auteur d'un dessin ou d'un type de textile peut protéger ses droits en faisant breveter le prototype de production.

Question 44n

**En ce qui concerne les réponses 23 et 118, un complément d'information est demandé au sujet de la teneur et de l'application des accords de libre-échange avec la Russie et le Bélarus. Ces accords créent-ils des zones de libre-échange au sens de l'article XXIV du GATT? Comment ces accords sont-ils affectés par les unions douanières qui existent entre la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan, d'une part, et l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan, d'autre part? Des informations similaires sont demandées aussi au sujet de l'Accord de libre-échange qu'il est envisagé de conclure avec l'Ouzbékistan, dont la négociation, croyons-nous savoir, s'est achevée récemment.**

Réponse 44n

L'Accord de libre-échange entre l'Ukraine et la Russie est entré en vigueur le 21 février 1994.

Aux termes de cet accord, les Parties n'appliquent pas de droits de douane ni d'impositions ou taxes équivalentes, sauf dans le cas des produits auxquels s'appliquent les législations nationales relatives aux contingents et licences ainsi que les réglementations relatives aux droits d'exportation.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord, l'Ukraine et la Russie ont considérablement libéralisé leur législation concernant le commerce extérieur.

La Russie a éliminé les règlements non tarifaires applicables aux exportations, tandis qu'en Ukraine, les contingents et licences ne s'appliquent plus qu'à trois groupes de produits.

La Russie n'a pas encore éliminé les droits sur les exportations vers l'Ukraine, mais l'Accord sur la mise en oeuvre du régime de libre-échange signé le 8 février 1995 entre le gouvernement de l'Ukraine et le gouvernement de la Fédération de Russie prévoit l'élimination par étapes des exceptions qui existent actuellement (contingents et licences pour l'Ukraine et règlements concernant les droits à l'exportation pour la Russie).

Aucune des parties n'applique plus de droits à l'importation des produits fabriqués ou ayant leur origine sur le territoire de l'autre partie.

D'une façon générale, la zone de libre-échange créée entre les territoires douaniers de l'Ukraine et de la Russie est conforme aux dispositions de l'article XXIV du GATT.

L'Accord de libre-échange entre l'Ukraine et le Bélarus n'est pas entré en vigueur, n'ayant pas été ratifié par les organes législatifs des deux parties.

L'Accord portant création de l'union douanière entre la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan n'a été ratifié par aucune des parties à l'accord.

Dès que cet accord entrera en vigueur et sera appliqué, le processus de négociation concernant l'Accord de libre-échange entre l'Ukraine, d'une part, et l'union douanière, de l'autre, sera entamé, et l'accord avec la Russie sera dénoncé.

L'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan ont signé un accord portant création d'une union économique qui prévoit la mise en place par étapes d'une zone de libre-échange, d'une union douanière, etc. Jusqu'à présent, l'exécution de l'accord n'a porté que sur la première étape du libre-échange. Aucun obstacle ne s'oppose donc actuellement au libre-échange des produits entre l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

Des accords de libre-échange entre le gouvernement de l'Ukraine et les gouvernements des Républiques d'Ouzbékistan et du Kazakhstan ont été signés le 29 décembre 1994 à Tashkent et le 17 septembre 1994 à Alma-Ata, respectivement.

Ces accords constituent un élément de la stratégie à long terme visant à promouvoir les relations économiques et commerciales entre l'Ukraine et les Républiques d'Ouzbékistan et du Kazakhstan. Leurs bases ont été posées par l'Accord multilatéral portant création d'une zone de libre-échange signé par les Chefs d'Etat des pays de la CEI.

Conformément aux procédures législatives ukrainiennes, les accords susmentionnés sont sujets à ratification par le Parlement ukrainien.

Le Département des relations économiques territoriales avec les pays d'Asie centrale et le Transcaucase a établi et présenté le 18 janvier 1995 les documents (notes explicatives et lettres de concordance pour les ministères et départements ukrainiens compétents) concernant le processus de ratification des accords de libre-échange conclus entre le gouvernement de l'Ukraine, d'une part, et les gouvernements de la République d'Ouzbékistan et de la République du Kazakhstan respectivement, de l'autre.

A notre avis, la signature de l'Accord trilatéral sur l'union douanière conjointe entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et la République du Bélarus conduira sans doute à compléter

et à unifier l'Accord de libre-échange entre le gouvernement de l'Ukraine et le gouvernement de la République du Kazakhstan.

Note: Le texte des accords de libre-échange entre le gouvernement de l'Ukraine et les gouvernements des Républiques du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan est joint.

**Question 45n**

**Il est dit dans la réponse 145 que la réglementation de l'Etat ne porte que sur certains monopoles naturels et artificiels. Nous supposons que les monopoles naturels sont ceux qui existent dans le secteur des services d'utilité publique. Quels sont les secteurs couverts par les monopoles artificiels?**

**Réponse 45n**

Conformément à la Résolution n° 135 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 22 février 1995 "sur la réglementation par l'Etat des prix et des tarifs du matériel de fabrication, des biens de consommation, des travaux et des services vendus par les monopoles", sont soumis à la réglementation de l'Etat:

- les monopoles naturels;
- les agents économiques figurant sur la liste des entreprises occupant une position de monopole sur les marchés nationaux ou régionaux;
- les entreprises qui contreviennent aux dispositions de la législation antimonopole de l'Ukraine en fixant des prix monopolistiques ou discriminatoires;
- les monopoles artificiels, y compris les entreprises ayant une part du marché d'un produit spécifique dépassant 35 pour cent.

**Question 46n**

**Réponse 150: Prière de confirmer que le système de déclaration préliminaire concernant la modification des prix ne s'applique plus dans aucun secteur.**

**Réponse 46n**

Nous confirmons que le système de déclaration préliminaire concernant la modification des prix n'existe plus dans aucun secteur.

**Question 47n**

**Dans la question 189, l'Ukraine a été priée de décrire sa politique en matière de concurrence. L'Ukraine pourrait-elle développer sa réponse en fournissant des informations détaillées sur les points suivants: comment fonctionne le Comité antimonopole du gouvernement ukrainien, quelle expérience a-t-il acquise et comment les principaux problèmes qui se sont posés sur le plan de la concurrence ont-ils été résolus?**

Réponse 47n

Le Comité antimonopole de l'Ukraine a été créé par la loi pour permettre à l'Etat de veiller au respect des lois visant à lutter contre les monopoles. Dans un premier temps, les efforts du personnel, réduit mais dévoué du Comité que j'ai réussi à organiser après en avoir été nommé Président le 1er octobre 1992, ont tendu principalement à préparer le cadre législatif et méthodologique de l'activité du Comité, à coordonner l'action de celui-ci et celle des autres organes gouvernementaux et à élaborer et à appliquer les procédures nécessaires pour mettre en oeuvre la Loi "sur la réduction des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale dans les activités des entreprises". Le principal aboutissement de ces travaux a été l'élaboration d'un projet de Loi "sur le Comité antimonopole de l'Ukraine", qui définit le statut, la structure, les pouvoirs et le mandat du Comité.

Cette loi a été adoptée en février 1993 et, à la fin de la même année, le Parlement ukrainien a approuvé la nomination des membres du Comité, ce qui a permis à ce dernier d'assumer pleinement les responsabilités dont il avait été chargé.

Au début, cependant, le Comité a dû travailler dans un environnement caractérisé par une réorientation de la politique de réformes économiques du gouvernement. La première étape des travaux d'élaboration de lois antimonopole en Ukraine a pris fin en février 1992 avec l'adoption de la Loi de l'Ukraine "sur la réduction des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale dans les activités des entreprises" par le Parlement, ce qui - peut-on affirmer sans exagération - peut être considéré comme une "mini-constitution" pour l'économie de marché. La législation antimonopole elle-même pose les règles de comportement à observer sur le marché, met l'homme d'affaires à l'abri des agissements des autres participants pouvant restreindre la concurrence et facilite la création d'un environnement concurrentiel dans lequel le rôle principal doit revenir au consommateur.

Pendant le premier semestre de 1994, il a été appliqué des méthodes administratives de réglementation de l'économie, la réglementation directe par l'Etat est devenue plus rigoureuse et elle a été appliquée, en particulier, à la politique des prix et du crédit. Le volume des commandes et des marchés d'Etat a augmenté, et la distribution des produits a été centralisée davantage. Les subventions indirectes du gouvernement se sont multipliées, ainsi que les subventions directes, les dons et les crédits à condition de faveur aux entreprises et aux associations, et en particulier aux monopoles. De ce fait, les monopoles ont été en mesure d'abuser de leur position sur le marché, et cela a également encouragé la corruption et la recrudescence des délits de caractère économique. Le rythme de la privatisation s'est ralenti et aucune réelle mesure de restructuration n'a été introduite dans les différents secteurs de l'économie. Les entreprises ont été moins encouragées à être compétitives, et les ministères ont ralenti leurs efforts de mise en oeuvre de mesures tendant à démonopoliser l'économie.

En 1994, par conséquent, les conditions ont été peu propices à la création d'un environnement concurrentiel dans l'économie et aux activités du Comité antimonopole.

En octobre, les pouvoirs publics ont déclaré la nécessité de mettre en oeuvre des réformes radicales afin d'orienter réellement l'économie vers le marché dans tous les secteurs. L'étape suivante de la politique déclarée par le Président de l'Ukraine, L. Kuchma, a consisté à donner un rôle plus actif aux institutions axées sur le marché, y compris le Comité antimonopole. Les trois mois écoulés ont été la période la plus active de toute l'histoire du Comité, lequel a eu à examiner un nombre beaucoup plus important de déclarations, d'études, de violations de la législation antimonopole et d'autres questions.

La spécificité de la situation économique dans le pays ainsi que différents autres facteurs, essentiellement liés à la création du Comité antimonopole et à la nécessité pour ce dernier d'orienter ses travaux dans des directions et vers des domaines nouveaux, permet de dégager dans ses activités un certain nombre de tendances dont certaines ont un caractère plus durable et continueront de se

développer, tandis que d'autres sont davantage liées aux activités spécifiques réalisées par le Comité en 1994.

Parmi les tendances caractéristiques, je souhaiterais mentionner l'approche dynamique que le Comité antimonopole a dû adopter du fait que l'économie ukrainienne est dominée par les monopoles. Une approche passive consistant à passer en revue les activités commerciales réalisées sur le marché peut être appropriée dans les pays qui ont une économie de marché développée mais, la situation de l'Ukraine étant ce qu'elle est, la priorité doit être de faciliter le développement d'un marché concurrentiel.

Cette approche dynamique s'est reflétée dans l'intention accrue que le Comité a accordée aux questions liées au cadre législatif des réformes, à la réglementation de l'économie par l'Etat, à la restructuration du système de propriété et à la libéralisation des activités économiques extérieures, autant d'éléments qui, ensemble, devraient faciliter l'instauration d'un environnement concurrentiel. Le Comité a essayé de tirer parti de toutes les possibilités qui se sont offertes à lui, notamment en participant aux travaux de commissions interdépartementales et d'autres organes consultatifs, pour influencer l'élaboration de la politique de lutte contre les monopoles.

Un nombre considérable d'enquêtes visant à assurer le respect de la législation antimonopole ont été entreprises sur l'initiative du Comité, ce qui est un autre exemple de l'approche dynamique que ce dernier applique à l'exécution de ses tâches. Ce faisant, il a été mis en place des procédures de coopération avec les services du ministère public, les tribunaux, ainsi que les autres organes chargés de l'application des lois et organes de contrôle. Je tiens à souligner que le nombre d'enquêtes entreprises par le Comité a beaucoup augmenté depuis que le gouvernement a adopté le décret relatif à la libéralisation du système de détermination des prix.

L'application de la législation antimonopole, dont l'élaboration vient à peine de commencer, a garanti le respect des principes consacrés par la loi et la transparence des activités du Comité antimonopole, lesquels ont été caractérisés en 1994 par une approche active et des efforts de perfectionnement du cadre législatif, normatif et méthodologique. Pendant l'année, le Comité a élaboré et soumis aux organes compétents cinq projets de loi et dix projets de décrets présidentiels et de décisions du Cabinet des ministres de l'Ukraine. Il a été approuvé 14 document normatifs et méthodologiques.

Parmi les actes législatifs et normatifs les plus importants élaborés par le Comité, il convient de citer le Décret présidentiel "sur les mesures de prévention et d'élimination de la publicité déloyale", la Résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine "sur l'introduction de procédures visant à prévenir l'apparition de monopoles sur les marchés des produits", les règles provisoires d'enquête sur les cas de violation de la législation antimonopole, les procédures applicables à la définition des entreprises monopolistiques opérant sur le marché et d'autres documents qui réglementent, en particulier, des questions liées au contrôle du processus de privatisation, à la création de sociétés de holding, et à la scission d'entreprises, à la séparation de subdivisions structurelles, etc.

Le Comité continue de s'attacher à améliorer la législation antimonopole. Les projets de loi "sur les monopoles naturels" et le Code de procédures antimonopole sont en cours d'élaboration. La préparation du projet de loi "sur la concurrence déloyale" a été achevée.

Grâce à l'adoption des instruments normatifs appropriés, le Comité a pu commencer en 1994 à enquêter sur des cas de violation de la législation antimonopole et mettre en oeuvre un certain nombre d'autres mesures visant à éliminer ces violations. Pendant l'année, le Comité et ses départements régionaux ont fait enquête sur 174 cas d'abus de position monopolistique sur le marché, d'accords illégaux, de concurrence déloyale et de discrimination à l'égard des agents économiques de la part d'organes gouvernementaux et administratifs.

Une attention beaucoup plus soutenue a été accordée à la nécessité d'informer le public des activités du Comité. En particulier, il a été publié dans les médias plus de 90 articles consacrés à différents aspects de la législation antimonopole, ce qui a contribué à resserrer les liens entre le Comité et le public, les producteurs et les consommateurs. Les chiffres ci-après témoignent de ces efforts: pendant l'année, 461 entreprises des secteurs tant public que privé et 340 particuliers ont sollicité l'assistance du Comité à propos de questions relevant de son domaine de compétence, et les services du Comité ont fourni les explications et une assistance méthodologique à plus de 1 500 personnes qui l'avaient consulté.

La nécessité de développer les relations économiques entre l'Ukraine et les pays membres de la CEI ainsi que les pays d'Europe a été à l'origine d'une autre caractéristique des activités du Comité. Des mesures importantes ont été adoptées pour resserrer la coopération internationale, en particulier avec les organes antimonopoles des pays voisins.

Il y a lieu de souligner que toutes les mesures susmentionnées ont été appliquées en même temps qu'était mis en place le système structurel du Comité antimonopole. En mars et avril, l'on a commencé à mettre sur pied les départements régionaux, lesquels fonctionnent actuellement dans tous les oblasts ainsi que dans les villes de Kiev et de Sébastopol. Les effectifs du bureau central atteignent 149 personnes, et ceux des départements régionaux 378 personnes. Il ne faut pas perdre de vue que ces organes antimonopoles ont été créés de toute pièce en Ukraine et qu'ils ne peuvent donc pas être comparés avec ceux qui existent dans d'autres pays où, en règle générale, les organes de lutte contre les monopoles ont été créés sur la base de structures qui existaient déjà, notamment pour ce qui est des experts et des ressources.

Malgré les difficultés rencontrées pendant cette période de démarrage, le Comité n'a négligé aucun effort, compte tenu des circonstances qui prévalaient en 1994, pour s'acquitter de sa mission principale. Selon la Loi "sur le Comité antimonopole de l'Ukraine", cette mission peut être définie comme suit:

- mise en oeuvre du contrôle de l'Etat sur le respect de la législation antimonopole;
- protection des intérêts juridiques des agents économiques et des consommateurs grâce à l'application de mesures visant à prévenir les violations de la législation antimonopole;
- promotion du développement de la concurrence dans tous les secteurs de l'économie.

Je tiens néanmoins à souligner que, dans les conditions qui caractérisent une période de transition, les mesures visant à promouvoir l'apparition d'un environnement concurrentiel ne sauraient être limitées à celles qui relèvent du mandat du Comité. Ces mesures, qui constituent la "politique antimonopole", doivent tendre à éliminer les monopoles dans l'économie (surtout grâce à l'élimination des obstacles qui entravent l'accès aux marchés des agents économiques ainsi qu'à l'élimination des structures monopolistiques), à accroître considérablement le nombre d'agents économiques, à surmonter des distorsions structurelles, à mettre en oeuvre une politique d'investissement appropriée, à éliminer les privilèges injustifiés dont jouissent les associations monopolistiques, à accroître l'ouverture de l'économie, etc.

Un grand nombre de ces mesures ont été incluses dans le Programme de démonopolisation de l'économie et de promotion de la concurrence approuvé par le Parlement ukrainien en décembre 1993. Leur application bénéficiera peu à peu aux consommateurs grâce à la restructuration des pouvoirs économiques, financiers et politiques des monopoles et des structures qui prédominent non seulement sur différents marchés, mais aussi au niveau de secteurs tout entiers.

Conformément aux instructions du Président et du Cabinet des ministres, le Comité antimonopole s'est acquitté d'un certain nombre de tâches d'organisation, d'exécution et d'application du "Programme de démonopolisation et de promotion de la concurrence". Comme souligné dans ce programme, toutefois, la mise en oeuvre de la politique de démonopolisation doit être l'oeuvre non seulement du Comité antimonopole, mais aussi de tous les organes gouvernementaux. La création d'un environnement concurrentiel est tout autant une priorité pour l'Etat dans l'économie que dans le domaine politique, car toutes ces mesures constituent des garanties des libertés démocratiques.

En soumettant le présent rapport, par conséquent, nous avons voulu non seulement résumer nos réalisations mais aussi appeler l'attention des députés du peuple, des membres du gouvernement ukrainien et du public en général sur les problèmes auxquels se heurte la politique antimonopole et sur la nécessité de la mettre en oeuvre pour accélérer le processus de réforme.

Pendant l'examen du rapport lors des réunions du Comité, tous ses membres ont été unanimes à convenir que notre oeuvre est loin d'être achevée. Nous savons que bien d'autres efforts restent à accomplir pour satisfaire pleinement les exigences de la réforme et l'intérêt public. Ainsi sommes-nous vivement reconnaissants à nos collègues des autres organes gouvernementaux, des institutions scientifiques et des organisations publiques ainsi qu'aux députés du peuple pour avoir compris nos problèmes ainsi que pour leur appui et pour leurs observations critiques.

Pour notre part, nous sommes prêts à coopérer avec tous ceux qui souhaitent mettre en oeuvre des réformes réelles, et pas seulement celles qui existent sur le papier.

#### Promotion de la concurrence

Conformément au mandat et pouvoir qui ont été confiés au Comité antimonopole par la législation ukrainienne, le Comité doit s'employer à promouvoir le développement d'une concurrence loyale en:

- élaborant et présentant aux organes administratifs de l'Etat des propositions et recommandations touchant les mesures visant à développer l'activité commerciale et à promouvoir la concurrence;
- coordonnant les décisions des organes administratifs centraux, des autorités locales et des organes gouvernementaux locaux et régionaux touchant la démonopolisation de l'économie, le développement de l'activité commerciale et la promotion de la concurrence, de la privatisation et de la constitution de sociétés;
- établissant des rapports sur les projets de loi, décrets présidentiels et décisions du gouvernement ukrainien dont l'adoption peut affecter l'environnement de la concurrence;
- participant à l'élaboration et à l'application de mesures liées au processus de réforme et à la démonopolisation des différents secteurs de l'économie ainsi qu'à l'élaboration des programmes nationaux, régionaux et sectoriaux appropriés.

Dans l'accomplissement de ces tâches, le Comité a participé en 1994 à l'élaboration de programmes gouvernementaux d'aide au développement des entreprises, au processus de privatisation, aux programmes d'encouragement des investissements étrangers ainsi qu'à différents programmes tendant à accroître la production des types de produits les plus importants. Les propositions du Comité ont été reflétées dans les documents susmentionnés. Le Comité et ses départements régionaux ont reçu puis étudié 24 programmes élaborés pour les différents secteurs de l'économie ainsi que 17 programmes régionaux de transformation des marchés. A l'issue de ce processus, il a été élaboré et précisé un certain nombre de mesures concernant la privatisation et la restructuration dans différents secteurs de



l'économie et différentes régions. En 1995, le Comité continuera de s'employer à affiner ces programmes étant donné que, dans bien des cas, leurs auteurs n'ont pas pu s'empêcher d'accorder une attention plus grande à la forme qu'au contenu. De ce fait, les programmes en question n'ont été approuvés par le Comité que pendant le premier trimestre de 1995.

Dans la réalisation de ses activités visant à appuyer et promouvoir le développement de la concurrence, le Comité antimonopole s'attache tout d'abord à analyser les marchés des produits. Ces analyses constituent un aspect important de ses travaux.

Au cours de ce processus d'analyse, les services du Comité:

- évaluent la qualité, les prix et les autres caractéristiques du produit, ainsi que leur facilité de substitution du point de vue du consommateur;
- définissent les produits et les limites géographiques et déterminent la structure du marché, c'est-à-dire le volume du chiffre d'affaires, le nombre de concurrents qui opèrent sur le marché et la part du marché qu'ils détiennent;
- analysent les facteurs qui déterminent l'accès au marché de l'entreprise ainsi que l'existence d'obstacles qui entravent le libre accès à ce marché des nouveaux agents économiques;
- déterminent la part du marché détenue par chaque concurrent et révèlent les associations prédominantes qui occupent une position monopolistique sur le marché;
- évaluent l'opportunité et la possibilité d'appliquer les mesures visant à démonopoliser le marché et à y promouvoir la concurrence.

Les analyses des marchés sont fondées sur les rapports statistiques de l'Etat ainsi que sur les données relatives au volume des exportations et des importations et sur les informations que le Comité reçoit directement des producteurs et des consommateurs.

En 1994, conjointement avec le Ministère des statistiques, le Comité a étudié la situation de 1 278 catégories de produits de fabrication industrielle comprenant 15 000 produits. Il est apparu que les marchés de 700 catégories de produits (soit 54,8 pour cent des marchés étudiés) étaient dominés par un monopole à des degrés divers. Comme le montre le tableau figurant à l'annexe 2, les marchés les plus dominés par un monopole sont le secteur des industries mécaniques (97,7 pour cent), le secteur médical (75,7 pour cent), le secteur des produits chimiques et du traitement du pétrole (68,9 pour cent) et celui de la métallurgie (44,9 pour cent). Sur la base des résultats de ses recherches, le Comité antimonopole a approuvé la liste des entreprises qui jouissent d'une position monopolistique sur ces marchés. Cette liste comprend les entreprises industrielles qui détiennent une part du marché national des produits considérés dépassant 35 pour cent.

Le développement de la concurrence est entravé par l'existence d'un grand nombre (plus de 1 000) de différents types d'associations d'entreprises étatiques (voir tableau 4, annexe 2). Ces associations sont particulièrement concentrées dans les secteurs des industries mécaniques, de la métallurgie et de l'alimentation. Du fait de leurs pouvoirs financiers et de leurs structures organisationnelles, ces associations constituent en réalité des monopoles.

Le Comité s'est activement employé à analyser l'impact négatif des associations monopolistiques sur la concurrence en Ukraine. Les actes constitutifs de ces associations ont été analysés et il a été pris des mesures en vue de modifier ces instruments et d'assurer ainsi le respect de la législation en

vigueur. Des propositions concernant la liquidation ou la réorganisation de ces associations ont été présentées aux autorités centrales.

Sur la base des résultats de caractère général donnés par ses analyses, le Comité a proposé une série de mesures tendant à éliminer les monopoles qui existaient dans les différents secteurs ainsi que leur impact négatif. Ces mesures prévoient en particulier le réenregistrement des associations constituées sans le consentement du Comité antimonopole, la modification des procédures d'exécution des marchés publics, des procédures de paiement et des procédures d'octroi des subventions et des crédits de l'Etat aux agents économiques pour éviter que les associations en question bénéficient de ces crédits, ainsi que la privatisation d'associations qui opèrent sous forme unitaire sans justification suffisante.

Grâce à son analyse de la situation sur les marchés et à sa participation aux travaux des commissions chargées de l'analyse des divers secteurs de l'économie et de la formulation des programmes de transformation des marchés, le Comité a pu promouvoir le développement d'un environnement concurrentiel dans divers secteurs de l'économie.

### Electricité

Un nombre considérable d'entreprises opérant dans ce secteur de l'économie appartiennent à la catégorie des monopoles naturels. En raison des contraintes techniques et de la perte potentielle d'efficacité, il est difficile d'introduire la concurrence dans ce secteur. Le mauvais état technique des installations, la nécessité de mobiliser des sources de financement d'importants investissements et le fait que ce secteur ainsi que le système de réglementation gouvernementale applicable n'ont pas été adaptés de manière à pouvoir fonctionner dans un environnement de marché réformé rendent indispensables une profonde réorganisation de ce secteur de l'économie ainsi qu'une transformation des structures de gestion dans ce secteur.

L'aspect fondamental de ces réformes réside dans la séparation du monopole naturel, c'est-à-dire des principaux réseaux de distribution d'électricité devant être exploités par une société d'Etat, des producteurs d'électricité qui non seulement peuvent, mais encore devraient, opérer dans un environnement concurrentiel. La création de plusieurs sociétés anonymes de générations d'électricité, au nombre de quatre ou cinq, exploitant de grandes centrales hydroélectriques serait de nature à faciliter la création d'un marché de l'énergie électrique en gros sur lequel opéreraient plusieurs participants. Il faudra également créer des compagnies régionales de distribution d'électricité. L'on s'emploie actuellement à mettre en place un organe de contrôle indépendant chargé de superviser l'octroi des licences, la conclusion des contrats, le système de tarification et le respect des normes de qualité. Le Ministère de l'énergie sera ainsi dégagé de ses fonctions économiques et sera reconstitué en tant qu'organe gouvernemental chargé de formuler la politique de l'Etat et de mettre en oeuvre les stratégies de développement économique dans ce secteur.

### Pétrole et gaz

L'industrie du pétrole et du gaz est un secteur puissant de l'économie qui comprend plus de 350 entreprises et associations et qui emploie au total quelque 300 000 personnes. Les entreprises de ce secteur se distinguent par leurs vastes dimensions, par la valeur de leurs immobilisations et par le grand nombre de marchés sur lesquels elles opèrent (environ 1 500).

Ce secteur comprend des entreprises qui prédominent sur les marchés (entreprises de traitement de pétrole et de distribution de produits pétroliers), des entreprises qui opèrent dans un environnement relativement concurrentiel (industries mécaniques et organisations scientifiques et de recherche) ainsi

que des monopoles naturels (oléoducs et gazoducs, réseaux de distribution de produits pétroliers et de distribution de gaz).

Le processus de privatisation, la transformation en sociétés des entreprises étatiques et les autres réformes axées sur le marché ont exigé une restructuration fondamentale dans ce secteur. C'est ainsi que le Comité antimonopole a proposé de créer un oligopole qui serait composé de trois ou quatre sociétés concurrentes, verticalement intégrées. Le gouvernement a cependant appuyé la proposition de la Commission d'Etat du pétrole et du gaz, tendant à fusionner toutes les entreprises de ce groupe au sein d'une seule société anonyme nationale de holding dont la plupart des actions pourraient être librement négociées, une partie des actions étant réservée au paiement de dettes liées à l'acquisition d'énergie.

Parallèlement, l'année 1994 a été marquée par différents événements qui, dans leur ensemble, ont facilité l'apparition d'un environnement concurrentiel dans ce secteur. Le Comité antimonopole a appuyé la création des sociétés anonymes indépendantes "Ukrasprom", "Ukrnafta", "Société de traitement du pétrole d'Odessa", "Société de synthèse organique de Kremenchuk" et "Naftagasbud", ainsi que la restructuration de l'entreprise "Ukrnaftoprodukt", qui a donné lieu à la création de neuf entreprises régionales.

#### Industries mécaniques

Le secteur des industries mécaniques, qui est l'un des plus vastes de tous les secteurs industriels, comprend plus de 3 800 industries, dont 1 500 peuvent être rangées dans la catégorie des grandes et moyennes entreprises (de 1 500 à plusieurs dizaines de milliers d'employés). Un grand nombre de ces entreprises faisaient partie du complexe militaro-industriel de l'ex-URSS. Une baisse brutale du nombre de commandes de machines spécialisées a compliqué la reconversion et la diversification, et la nécessité de sauvegarder les compétences scientifiques, techniques et industrielles accumulées dans ce secteur exige une restructuration fondamentale des entreprises.

Le secteur des industries mécaniques est l'une des branches d'activité les plus monopolisées. Les entreprises de ce secteur jouissent de monopoles absolus ou dominent les marchés pour plus de 300 types de produits. Il existe par conséquent dans ce secteur toute une série de problèmes qui appellent une approche intégrée. Du point de vue du Comité antimonopole, ce secteur offre de bonnes possibilités pour ce qui est de mettre en place un environnement concurrentiel et des marchés partagés par plusieurs entreprises. Il faudra exploiter ce potentiel en réorientant la production, en encourageant activement les investissements (y compris les investissements étrangers) et l'introduction de technologies modernes et en mettant en place des structures de gestion axées sur le marché, par exemple des groupes financiers/industriels, des sociétés industrielles et de placement et des sociétés de holding.

L'on a déjà entrepris de mettre en oeuvre de telles mesures. Avec l'assistance du Comité antimonopole, le Ministère chargé des industries mécaniques, du complexe militaro-industriel et de la reconversion a élaboré un plan de restructuration de ce secteur et de plusieurs des plus grandes entreprises comme AutoZAZ, Motor-Sich et l'Association de fabricants de matériel aéronautique de Kiev.

#### Industrie chimique

Ce secteur est caractérisé par un nombre relativement restreint d'entreprises et une forte concentration de la production. Après le secteur des industries mécaniques et le secteur médical, c'est le plus monopolisé de tous. Les entreprises de ce secteur jouissent d'un monopole sur les marchés nationaux de 124 types de produits. Néanmoins, la rentabilité et la compétitivité de nombre de ces produits ont diminué par suite de la hausse des prix des matières premières importées et du coût

considérable de l'entretien d'un matériel vétuste dont la dépréciation, pour de nombreuses entreprises, atteint déjà de 60 à 70 pour cent.

Les problèmes suscités par la démonopolisation de l'industrie chimique sont liés à ceux que posent les investissements dans ce secteur: il faut accroître l'indépendance économique des entreprises et éliminer les sociétés anonymes issues des anciennes associations de production (Ukrlakofarba, Ukrpobutkhim), qui ont créé des obstacles au développement de la concurrence. Il sera sans doute indispensable, pour favoriser l'apparition d'un environnement concurrentiel, de réduire ou d'éliminer les barrières qui entravent l'accès au marché des nouvelles entreprises.

### Industries alimentaires

Il existe dans ce secteur de l'économie de bonnes possibilités de développement d'un environnement concurrentiel, avec tous les avantages que cela comporte. Le principal problème que pose la démonopolisation de ce secteur tient à l'existence d'un grand nombre d'associations aux échelons tant national que régional. Si l'on analyse les actes constitutifs et les activités de différentes associations dans les domaines de la viande, des produits laitiers, du sucre, de l'alcool et des fruits en conserve, l'on constate que ce n'est que par leur nom que ces associations peuvent être considérées comme des associations volontaires.

La majorité écrasante de ces associations jouissent d'un monopole sur les marchés nationaux et régionaux. Un grand nombre d'entreprises ont également un monopole sur différents marchés locaux (entreprises de produits laitiers ou de traitement de la viande). Aussi faudra-t-il éliminer les structures organisationnelles des monopoles ou, tout au moins, les éléments monopolistiques d'une administration centralisée. La décentralisation du secteur, l'encouragement à l'essor de l'entreprise privée et l'augmentation du nombre de petites installations de traitement des denrées agricoles contribueront beaucoup au développement de la concurrence.

### Transports

Le secteur des transports est un ensemble complexe des points de vue technologique, technique et organisationnel et il comprend des monopoles naturels et des entreprises qui devraient fonctionner dans un environnement de marché. Les entreprises étatiques prédominent aujourd'hui dans ce secteur, et c'est seulement dans le domaine des transports par route que les entreprises privées font concurrence aux entreprises d'Etat.

Le Ministère des transports, avec l'assistance du Comité antimonopole, a élaboré des projets d'instruments normatifs concernant le développement des systèmes de transport, et il a été proposé un plan général. Le système de licences applicable aux différents types de services de transport a été analysé. Les modifications introduites ont permis d'éliminer certains obstacles qui entravaient l'accès des entreprises au marché.

Dans le secteur des transports routiers, l'Association nationale des transporteurs routiers a été dissoute et a été remplacée par 25 associations régionales et une association internationale. Le Fonds des biens d'Etat, en collaboration avec le Comité antimonopole et l'Agency for International Development des Etats-Unis, travaillent ensemble à la réalisation d'un projet pilote de démonopolisation et de privatisation de l'Association territoriale des transports routiers d'Odessa, laquelle doit être scindée en entreprises indépendantes, tandis qu'un système d'octroi de licences par appel à la concurrence doit être introduit pour l'exploitation des itinéraires de transport de passagers. Des projets semblables ont été lancés dans 12 autres oblasts de l'Ukraine.

Il a été élaboré un plan de restructuration des chemins de fer, fondé sur l'idée consistant à créer une société étatique de holding qui regrouperait six réseaux ferroviaires. Les entreprises qui ne dépendent pas directement des chemins de fer seront transformées en sociétés privatisées.

Dans le secteur de l'aéronautique, l'aviation a été séparée des services aéroportuaires. Ces mesures ont permis de privatiser plusieurs entreprises d'aviation et de créer un certain nombre de sociétés concurrentes à propriété privée ou mixte.

### Communications

Le secteur des communications est un secteur type de l'économie dans lequel il est difficile de créer un environnement concurrentiel par suite de la présence de monopoles naturels et de possibilités techniques limitées. Le manque de concurrence dans ce secteur devrait être compensé par la promulgation de lois appropriées afin de mettre en place un cadre réglementaire adéquat et d'assurer la transparence voulue dans les activités de ce secteur.

Le Comité antimonopole a présenté au Ministère des communications ses conclusions et propositions touchant le projet de Loi "sur les communications", qui, s'il en est tenu compte, pourrait contribuer dans une certaine mesure à régler ces problèmes.

La séparation des entreprises de communications électroniques de l'Administration des postes facilitera la démonopolisation du secteur. Cette mesure a déjà été appliquée par le Ministère des communications en coopération avec le Comité antimonopole. Elle a pour but d'exclure le subventionnement croisé, de mieux faire correspondre l'offre et la demande, de faciliter la détermination de la valeur réelle des services et, en définitive, de promouvoir les investissements et de faciliter l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché.

Les autres mesures appliquées dans ce secteur par le Comité ont trait aux systèmes des licences d'exploitation des services de communication.

### Construction

Il existe dans ce secteur un fort potentiel de développement de la concurrence. Il compte approximativement 2 500 entreprises, bien que ce chiffre ne reflète pas pleinement la situation en raison des nombreuses organisations monopolistiques créées par décision du gouvernement avec pour tâche d'administrer les avoirs des entreprises et organisations subordonnées. La société Ukrbud, par exemple, qui regroupe 902 entreprises, réalise 35 types différents d'activités de construction et, pour dix d'entre eux, occupe sur le marché une position de monopole, détenant une part de marché comprise entre 90 et 100 pour cent.

Le Comité antimonopole considère qu'il serait possible de démonopoliser ce secteur en décentralisant le système administratif et en séparant un nombre aussi grand que possible d'entreprises des associations en les privatisant et en les transformant en sociétés, tout en conservant un nombre suffisant d'associations pour mener à bien des projets de construction de grande envergure et pour pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. L'on pourrait y parvenir en créant un certain nombre de sociétés de holding.

### Commerce

Une des caractéristiques de ce secteur est l'augmentation rapide du nombre d'agents économiques, ce qui devrait faciliter le développement de la concurrence. Simultanément, du fait des mesures adoptées

pendant la transformation des entreprises en sociétés commerciales, les structures monopolistiques issues des anciennes organisations commerciales et autres associations continuent d'exister dans ce secteur.

D'une façon générale, la concurrence est relativement saine. Le Comité a directement contribué à l'amélioration du climat nécessaire au développement de la concurrence en participant à la rationalisation du système d'octroi de licences commerciales, en appliquant des mesures visant à empêcher l'apparition de structures monopolistiques et à prévenir la concurrence déloyale, mais aussi, plus indirectement, en éliminant les barrières qui font obstacle à l'arrivée des produits sur les marchés et à leur libre mouvement jusqu'aux consommateurs. Un environnement commercial réellement concurrentiel apparaîtra dès que les petites entreprises auront été privatisées. Le Comité antimonopole jouera un rôle actif dans la privatisation des petites entreprises afin d'empêcher l'apparition de monopoles privés dans ce secteur.

### Le marché financier

Le développement du marché financier n'en est encore qu'à ses premiers stades, et le système des établissements financiers, comme fonds et sociétés de placement, sociétés fiduciaires, banques, compagnies d'assurance et bourse, n'est pas encore assez développé. Le principal objectif poursuivi dans ce secteur consiste à promouvoir la création d'un certain nombre d'établissements financiers, ce qui suffira à créer un environnement concurrentiel. Il faudra aussi accélérer la préparation des plans du développement du système financier étant donné que les carences du cadre législatif réglementaire risquent de donner lieu à des tendances négatives dès que la privatisation de masse s'accélérera et que les prix seront désencadrés.

Cela étant, le Comité antimonopole a présenté au Cabinet des ministres de l'Ukraine, au Ministère des finances et à d'autres organismes des propositions concernant l'amélioration et le développement des marchés financiers. Il a été donné suite à une de ces propositions lorsqu'a été créée la Commission des opérations boursières, à laquelle siège un représentant du Comité antimonopole, et elles ont été prises en considération lors de l'élaboration du projet de Loi "sur la réglementation par l'Etat du marché des valeurs mobilières".

Conformément aux propositions formulées par le Comité, les procédures de contrôle nécessaires à empêcher l'apparition de monopoles sur les marchés financiers et les marchés des valeurs mobilières ont été arrêtées dans les décrets du Président de l'Ukraine concernant les fonds de placement et les sociétés de holding, ainsi que dans le plan d'établissement du marché financier qui a été approuvé par la Commission des opérations boursières et qui a été soumis à l'examen du Président de l'Ukraine.

Le Comité a mis en place des procédures de contrôle concernant l'acquisition d'actions, de titres et d'autres avoirs par les fonds et compagnies de placement et il s'est opposé aux efforts déployés par la Bourse ukrainienne pour monopoliser le marché.

Le Comité a appliqué des mesures visant à prévenir la concurrence déloyale entre opérateurs sur le marché financier.

### Prévention de la monopolisation des marchés

Dès lors que des agents économiques sont créés, réorganisés, fusionnés ou acquis (toutes ces réorganisations seront ci-après désignées par le terme générique de "fusion"), la structure du marché change et, dans certaines conditions, ce changement peut entraîner une monopolisation du marché.

Pour cette raison, le Comité antimonopole analyse soigneusement les résultats de ces fusions et les conséquences, aussi bien positives que négatives, qu'elles peuvent avoir sur le plan de la

concurrence. Les concentrations du capital et des ressources financières et humaines peuvent contribuer à une utilisation plus efficace de ces ressources et ainsi réduire les coûts de production. Cependant, les fusions peuvent aussi, en restreignant la concurrence, avoir un impact négatif sur les consommateurs en augmentant les prix, en limitant les choix offerts aux consommateurs et en amoindrissant la qualité des produits. En pareil cas, les fusions ne profitent qu'aux fournisseurs ou aux producteurs, au détriment des consommateurs.

Le contrôle que le Comité antimonopole exerce sur les fusions a pour but de prévenir les conséquences néfastes d'une restriction de la concurrence. Toutefois, si les inconvénients que présente une fusion sont suffisamment compensés par les avantages économiques qu'elle peut présenter pour les consommateurs, le Comité l'approuve généralement.

Aux termes de l'article 14 de la Loi "sur la restriction des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale dans les activités commerciales", le Comité est investi d'un pouvoir de contrôle sur l'établissement et la réorganisation des entreprises, des associations et des organisations économiques.

Le Comité a approuvé les actes constitutifs et la structure de 32 associations regroupant approximativement 700 entreprises. Dans tous les cas, les conditions stipulées par le Comité ont été respectées.

Le Comité a refusé d'approuver la création d'Ukrsudrem, association d'entreprises étatiques. En effet, après avoir étudié le marché des activités de réparation des navires, les rapports de coopération et les relations technologiques existant entre les chantiers navals et la conformité des atouts constitutifs avec la législation, et après avoir sollicité l'avis d'experts indépendants, le Comité est parvenu à la conclusion que l'établissement d'une telle association créerait un monopole sur le marché de la réparation des navires.

Le Comité a étudié huit demandes d'acquisition d'entreprises opérant sur 30 marchés. Compte tenu de la nécessité de sauvegarder le potentiel scientifique et technique acquis, il a approuvé le Centre spécialisé d'études et de technologies devant résulter de la fusion entre la société de fabrication de moteurs électriques Ukrelectromash de Kharkiv et de l'usine électronique de Kharkiv. Une décision semblable a été adoptée dans le cas du Centre spécialisé d'études et de conception de projets "Temp" et de l'une de ses entreprises à Cherkassy, du Centre spécialisé d'études et de technologies automatisées et de l'entreprise Promprylad à Ivano-Frankivsk.

Le Comité a examiné et approuvé le statut de quatre coentreprises opérant sur 30 marchés.

Depuis l'adoption du Décret du Président de l'Ukraine "sur les sociétés de holding créées pendant le processus de privatisation et de transformation d'entreprises étatiques en sociétés", le Comité antimonopole a étudié un certain nombre de demandes de ministères, d'organisations et d'agents économiques concernant l'établissement de sociétés de holding conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Il a examiné des propositions de création de 15 sociétés de holding, et il en a approuvé sept.

Il y a lieu de souligner que le régime de contrôle des fusions n'est pas appliqué de manière assez efficace, le cadre législatif et réglementaire n'étant pas suffisamment développé. Afin d'améliorer l'efficacité des procédures de contrôle, le Cabinet des ministres de l'Ukraine a adopté un Décret "sur l'application des procédures visant à prévenir l'apparition de monopoles sur les marchés des produits" sur la base d'une proposition présentée par le Comité. L'application de ce décret facilitera la mise en place d'un système de contrôle fiable et clairement défini. Les règlements d'application de ce décret ont fixé le seuil au-delà duquel une fusion d'entreprise doit être approuvée par le Comité. Cette mesure

ne devrait aucunement limiter la liberté de l'activité commerciale dans les cas où l'effet des fusions sur la concurrence est insignifiant.

Les réponses ci-après ne correspondent pas aux questions posées par l'Union européenne: 260, 261, 265, 266, 268, 273, 274, 282, 287, 298, 309, 310, 313, 315, 316, 318. Une réponse complète à ces questions est demandée.

**Question 260**

**Comment le gouvernement ukrainien compte-t-il diminuer "considérablement les importations de produits qui ne sont pas indispensables" de façon à ramener le déficit de la balance commerciale à moins de 5 pour cent du PIB?**

**Réponse 260**

Le gouvernement a l'intention de réduire considérablement les importations ukrainiennes au moyen d'une réorientation douanière, c'est-à-dire en réduisant le taux des droits applicables aux importations considérées comme "indispensables" (ressources énergétiques, matériel technique destiné à l'installation et au réaménagement de lignes de production, etc.). Les taux des droits seront relevés dans le cas des produits qui sont fabriqués en Ukraine en quantités suffisantes. Dans ce contexte, il ne sera adopté de mesures de protection des marchés qu'en conformité avec les accords correspondants du Cycle d'Uruguay (Accord sur les sauvegardes, Code antidumping).

**Question 261**

**Les moyens d'attirer les investissements privés sont-ils limités d'une façon ou d'une autre? Y a-t-il des secteurs dans lesquels les investissements étrangers sont exclus?**

**Réponse 261**

Les moyens d'attirer les investissements privés en Ukraine ne sont aucunement limités. Il n'existe aucun secteur de l'économie dans lesquels les investissements étrangers sont exclus ou auxquels les investisseurs étrangers n'ont pas accès.

**Question 265**

**Comment le régime de la déclaration préalable des modifications de prix fonctionne-t-il et dans quel secteur s'applique-t-il?**

**Réponse 265**

Voir réponse 46n.

**Question 266**

**Un système de contrôle administratif des prix est, semble-t-il, mis en place actuellement. Prière de donner davantage de précisions sur la façon dont ce système doit être mis en oeuvre et d'expliquer en particulier comment le taux de marque sera limité à 55 pour cent du prix du fabricant, quel que soit le prix du produit. Prière de préciser quelle est l'incidence du système d'imposition progressive sur les mécanismes de limitation des prix.**



Réponse 266

L'un des principaux aspects des programmes de réformes économiques porte sur la libéralisation des prix: les prix des produits, travaux et services fournis par les monopoles naturels ainsi que par certains monopoles artificiels sont réglementés par l'Etat, en particulier ceux du gaz et du charbon, de l'énergie électrique, de l'approvisionnement en eau, des transports publics et des communications, de même que les prix au détail du pain et des aliments pour nourrissons. Le gouvernement détermine les prix de ces produits et contrôle les marges bénéficiaires. A l'heure actuelle, 11 pour cent des prix sont réglementés par l'Etat, le reste étant soumis au libre jeu des forces du marché.

**Question 268**

**Bien que l'un des objectifs de la politique du gouvernement soit d'attirer les investissements étrangers, le processus de transformation des entreprises en sociétés ne semble pas, dans sa phase initiale, encourager l'actionnariat étranger. Des modifications seront-elles apportées pour inciter les étrangers à participer davantage au processus de privatisation?**

Réponse 268

Après que le processus de privatisation, de déréglementation et de réduction du rôle joué par le secteur étatique dans l'économie aura été achevé, il y aura de plus grandes possibilités de participation étrangère au processus de privatisation.

Tous les obstacles qui entravaient la participation des investissements étrangers aux opérations de privatisation ont aujourd'hui été éliminés. Le Décret n° 608/95 du Président de l'Ukraine en date du 12 juillet 1992 "sur la privatisation et l'allocation de terrains à usage non agricole à des fins d'activités industrielles et commerciales" étend le droit à la privatisation non seulement aux installations mais aussi aux terrains sur lesquels elles sont sises.

**Question 273**

**Comment peut-on imposer des droits antidumping à l'exportation de marchandises? Cela peut-il se faire de façon autonome ou uniquement après l'ouverture d'une procédure antidumping dans un autre pays importateur? Ces droits sont-ils imposés sur une base NPF ou s'appliquent-ils uniquement aux exportations destinées à un marché d'importation donné?**

Réponse 273

La procédure de réglementation des droits antidumping dans le contexte des exportations n'a pas été élaborée dans le cadre de la législation ukrainienne, et le gouvernement ukrainien n'a pas de plans arrêtés envisageant le développement de ce mécanisme dans un proche avenir.

**Question 274**

**Prière de donner davantage de précisions sur le prélèvement de "taxes douanières saisonnières". Quelles sont les raisons d'être économiques de ces taxes?**

Réponse 274

Voir réponse 24n.

**Question 282**

**L'expression "importante transformation" correspond-elle au critère de la "dernière transformation substantielle" auquel il est fait référence dans l'Acte final?**

**Réponse 282**

L'expression "importante transformation" correspond effectivement au critère de la "dernière transformation substantielle" auquel il est fait référence dans l'Acte final.

**Question 287**

**Un grand nombre de produits sont assujettis à des licences et à des contingents d'exportation en 1994. Prière de fournir une liste très récente de ces produits par position à six chiffres du SH, en indiquant pour chacun le contingent applicable. Existe-t-il un calendrier pour l'élimination de ces restrictions?**

**Réponse 287**

Voir réponse 20n.

**Question 298**

**Pour quels produits existe-t-il un commerce d'Etat? Prière de décrire de manière détaillée les organismes qui interviennent ainsi que leur fonctionnement.**

**Réponse 298**

Le système du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation comprend les organisations commerciales d'Etat ci-après:

Ukrtekhagroservis	exportations	- produits agricoles
	importations	- matériel agricole - 70 pour cent - carburant et lubrifiants - 20 pour cent
Ukrprodresursyrovyna	exportations	- produits laitiers et produits à base de viande
	importations	- matériaux et fournitures techniques destinés aux industries de transformation - 30 pour cent
Ukragrokhim	exportations	- produits agricoles
	importations	- herbicides et pesticides - 70 pour cent

Quatre-vingt-onze complexes industriels de vente en gros et au détail de fruits et de légumes:

exportations	- pommes de terre
	- fruits
	- légumes
importations	- fruits - 5 pour cent
	- légumes

Les organisations agro-industrielles d'Etat ne se spécialisent pas dans l'importation de denrées alimentaires. L'importation de ces denrées est le fait d'entreprises commerciales qui ont presque toutes été privatisées pendant la période de petite privatisation.

En ce qui concerne le Ministère de l'industrie de l'Ukraine, les entreprises commerciales d'Etat sont créées avec un statut général sous l'égide de ce ministère dans le but:

- de fournir aux entreprises du Ministère de l'industrie des matières premières, du matériel et des pièces détachées importées financés au moyen de leurs exportations (travaux et services);
- d'exécuter les missions que leur confie l'Etat en matière de promotion des exportations nationales.

Conformément aux fins pour lesquelles elles sont créées, les entreprises d'Etat doivent:

- mener à bien des activités commerciales en coopération avec les autres entreprises dans les domaines de l'exportation de travaux et de services, d'importation, de réexportation et d'échange (troc) de produits;
- fournir un appui à certaines institutions de l'Etat dans le cadre de licences et de contingents généraux et temporaires d'exportation et d'importation de marchandises, et assurer la distribution de celles-ci, en coopération avec le Ministère de l'industrie, entre certaines entités participant aux activités économiques extérieures du ministère;
- coopérer avec les autres entreprises et organes du Ministère de l'industrie, au nom de ce dernier, aux fins de l'exécution des plans et des commandes d'Etat concernant les exportations de produits.

Parallèlement, les entités commerciales d'Etat relevant du Ministère de l'industrie fournissent une série de services afin d'encourager et de stimuler les activités commerciales des entreprises nationales, tant dans le pays qu'à l'étranger, ainsi que de promouvoir leurs activités sur les marchés nationaux et internationaux. La liste des entités commerciales d'Etat créées dans le cadre du Ministère de l'industrie a déjà été communiquée.

Par exemple, la Résolution n° 140 du Cabinet des ministres en date du 2 avril 1994 a fixé les contingents à l'exportation des produits faisant l'objet des commandes d'Etat pour 1994. La majeure partie de ces contingents est représentée par les produits métallurgiques expédiés par l'entremise de l'association commerciale UKRZOVNISHPROM. Cette résolution a également apporté certaines modifications à la procédure générale applicable aux exportations faisant l'objet de commandes d'Etat, en particulier pour ce qui est de la priorité accordée à la production et à l'expédition des produits faisant l'objet de telles commandes. Par ailleurs, ladite résolution a exempté ces produits du paiement préalable obligatoire des coûts applicables aux matières premières, à la consommation et aux services de transport.

La Résolution n° 140 du Cabinet des ministres de l'Ukraine d'avril 1994 "sur l'exportation des produits dans le cadre de contrats gouvernementaux en 1994" spécifie le volume des produits devant être exportés dans le cadre de ces contrats, comme suit:

Produits	Unité de mesure	Volume des exportations		%
		Total	Etat	
Métaux ferreux	milliers de tonnes	20 674	7 220	39,4
Déchets de métaux ferreux	"	405	150	37
Métaux non ferreux	"	318,37	80	25
Produits chimiques	"	3 805,2	2 091	54,9
Produits chimiques	millions de dl	28,7	2,5	8,7
Sel	milliers de tonnes	3 700	30	0,8

Note: La poursuite du mouvement de libéralisation du commerce extérieur a mis fin à ce mécanisme à l'exportation. Ainsi, par exemple, la société de commerce extérieure UKRZOVNISHTORG, qui avait été créée par le Cabinet des ministres en mai 1994, a été dissoute par le Décret du Président de l'Ukraine n° 412/94 en date du 27 juillet 1994, qui a abrogé la Résolution n° 292 du Cabinet des ministres en date de mai 1994.

### **Question 309**

**Les achats des entreprises de service public sont-ils soumis à une réglementation?**

#### **Réponse 309**

A l'heure actuelle, les types de services susmentionnés sont fournis par des monopoles. Les prix de ces services sont réglementés par l'Etat conformément au système juridique ukrainien. Les prix des services fournis par les entreprises privatisées et les nouvelles entreprises privées de service public seront déterminés par le libre jeu des forces du marché.

### **Question 310**

**Prière de donner des renseignements sur les règles et pratiques concernant la passation des marchés publics pour les travaux de construction et les services en général. Prière d'inclure des données statistiques sur le volume des marchés publics réalisés aux niveaux central, régional et local en ce qui concerne les marchandises, les travaux et les services.**

#### **Réponse 310**

Voir réponse 1n.

### **Question 313**

**Prière de fournir une liste des entreprises de commerce d'Etat qui ont des droits exclusifs ou spéciaux en matière d'importation ou d'exportation, et d'indiquer les groupes de produits pour lesquels ces droits sont établis.**

#### **Réponse 313**

**Question 315**

**Prière d'indiquer les avantages douaniers et fiscaux accordés aux entreprises qui s'établissent dans une zone économique spéciale.**

**Réponse 315**

Les procédures d'enregistrement et de fonctionnement des zones franches en Ukraine sont régies par la législation générale de l'Ukraine.

Un décret a déterminé la procédure de création et de liquidation ainsi que les mécanismes de fonctionnement des zones économiques en Ukraine, a défini les aspects généraux ainsi que les aspects juridiques et économiques de leur statut et a posé les règles générales devant régir les relations entre les agents économiques dans lesdites zones et les Soviets locaux des députés du peuple et des autres organes de l'exécutif. Différents types de zones peuvent être créés sur le territoire ukrainien. La législation ukrainienne s'applique dans les limites des zones franches compte tenu des règles spécifiques stipulées dans la législation susmentionnée ainsi que de la loi spéciale sur la création de la zone dont il s'agit élaborée par les autorités locales.

Les privilèges et le régime préférentiel accordés aux participants (membres) qui opèrent dans les zones franches sont déterminés par la loi spéciale les ayant créés.

**Question 316**

**Les avantages fiscaux ou autres accordés aux entreprises qui investissent dans les zones économiques spéciales sont-ils subordonnés à des prescriptions concernant la teneur en produits d'origine locale ou à des prescriptions de résultats à l'exportation?**

**Réponse 316**

Voir réponse 315.

**Question 318**

**Prière d'indiquer les conditions juridiques précises concernant les activités bancaires offshore et les assurances, ainsi que le commerce transfrontières.**

**Réponse 318**

La Loi ukrainienne "sur l'imposition des bénéfices des entreprises" dispose notamment ce qui suit:

Article 16. Activités bancaires offshore et assurances

Les bénéfices des agents économiques ne sont pas imposables si:

16.1 Le promoteur de l'agent économique n'est pas résident.

16.2 Les bénéfices et autres revenus de l'agent économique ont leur origine ailleurs qu'en Ukraine.

16.3 Tous les types de paiements de l'agent économique sont effectués par des banques agréées de l'Ukraine.

16.4 Les organes exécutifs et le personnel administratif de l'agent économique sont exclusivement composés de citoyens ukrainiens.

16.5 L'agent économique ne représente pas ses promoteurs sur le territoire ukrainien.

16.6 La vérification annuelle des comptes est réalisée par des institutions autorisées à mener à bien de telles activités en territoire ukrainien.

La procédure d'enregistrement des sociétés offshore est déterminée par le Cabinet des ministres de l'Ukraine.